



LUNDI 18 JANVIER 2021

COVID : puisque chaque individu sur terre est différent des autres, en médecine 2+2 n'égale pas 4.

- ▶ [« STOPPEZ LA PANIQUE » - CINQ FAITS-CLÉS SUR LE COVID-19](#) . p.1
- ▶ [La généticienne A. Henrion-Caude dénonce une "folie collective qui nous mène dans le mur"](#) . p.4
- ▶ [Couvre-feu national 18 h : les Bretons leur disent "merde"](#) . (Docteur) p.5
- ▶ [La vache : un collier qui fait du bruit pour les salariés covicontrevenants](#) . (Docteur) p.7
- ▶ [Insurrection, pandémie et censure](#) . (Richard Heinberg) p.8
- ▶ [L'affaire du siècle](#) . (Didier Mermin) p.11
- ▶ [Enjeux matériels de la fabrication de vélos dans un monde post-croissance](#) . (Philippe Gauthier) p.13
- ▶ [La croissance sans la croissance économique](#) . P.20
- ▶ [Lire « l'écologiste » pour y voir plus clair](#) . (Biosphere) p.27

\$ SECTION ÉCONOMIE \$

- ▶ [Nous assisterons à « une catastrophe finale et totale du système monétaire » dans les prochaines années](#) . p.31
- ▶ [Salariés avec un collier-alarme pour forcer le respect de la distanciation sociale](#) . (C. Sannat) p.32
- ▶ [La boîte de Pandore est ouverte, envolée des prix alimentaires](#) . (Bruno Bertez) p.36
- ▶ [De la Protestation et de la nécessité pour les pauvres de bafouer les normes politiques. Elles sont faites pour les neutraliser](#) . (Bruno Bertez) p.37
- ▶ [Les conséquences involontaires du couvre-feu](#) . p.41
- ▶ [Cygne noir ? Truquage comptable, plutôt...](#) . (Bruno Bertez) p.44
- ▶ [Voici l'épingle](#) . (Brian Maher) p.45
- ▶ [Les mesures de relance ralentissent l'économie](#) . (Bill Bonner) p.49

▲ RETOUR ▲

<<>> <<>> <<>> <<>> (0) <<>> <<>> <<>> <<>>

« STOPPEZ LA PANIQUE » - CINQ FAITS-CLÉS SUR LE COVID-19

par le Dr. Scott Atlas , Covidinfos.net 21 mai 2020
[Article intégral en Français]



Scott W. Atlas, médecin, est chercheur principal à l'Institut Hoover de l'Université Stanford et ex-neuroradiologiste en chef au Centre médical de l'Université Stanford. L'article originellement publié en anglais a été partagé plus d'un million de fois, voici sa version française intégrale, traduite par l'[IEDM](#) :

Nous avons les données – Stoppez la panique et mettez un terme aux confinements !

On semble commencer à endiguer graduellement la tragique pandémie de COVID-19. Des dizaines de milliers d'Américains sont décédés et nos concitoyens ont besoin de décideurs politiques raisonnables qui auront le courage d'ignorer la panique et de s'appuyer sur les faits. Les leaders doivent examiner les données accumulées pour voir ce qui est réellement arrivé – plutôt que des projections hypothétiques –, combiner ces preuves empiriques avec les principes fondamentaux de la biologie établis depuis des décennies et, ensuite, remettre judicieusement le pays en marche. Cinq faits clés sont actuellement ignorés par ceux qui réclament le maintien d'un confinement quasi total.

Fait 1 : Une écrasante majorité de la population ne court aucun risque important de mourir de la COVID-19

Selon la récente étude sur les anticorps qu'a menée l'université Stanford, on estime actuellement que le taux de létalité en cas d'infection est probablement de 0,1 à 0,2 pour cent, un risque nettement plus bas que les estimations antérieures de l'Organisation mondiale de la Santé qui étaient 20 à 30 fois plus élevées et avaient motivé les politiques d'isolement. À New York, un épiscentre de la pandémie qui dénombre plus du tiers de tous les décès aux États-Unis, le taux de mortalité chez les gens âgés de 18 à 45 ans est de 0,01 pour cent ou de 10 par 100 000 personnes. Par contre, les gens âgés de 75 ans ou plus présentent un taux de mortalité 80 fois plus élevé. Pour les moins de 18 ans, ce taux est de 0 par 100 000 personnes. Parmi toutes les personnes décédées dans l'État de New York, les deux tiers étaient des patients de plus de 70 ans; plus de 95 pour cent avaient plus de 50 ans et environ 90 pour cent de tous les défunts souffraient d'une maladie sous-jacente <comorbidité>. Parmi les 6570 cas confirmés de décès lié à la COVID-19 sur lesquels on a mené jusqu'à ce jour une enquête complète visant les maladies sous-jacentes, 6520, soit 99,2 pour cent, présentaient une telle maladie. Si vous ne souffrez pas déjà d'une maladie chronique sous-jacente, vous courez un faible risque de mourir, peu importe votre âge. De plus, les jeunes adultes et enfants jouissant d'une santé normale ne courent presque aucun risque de contracter quelque maladie grave en raison de la COVID-19.

Fait 2 : Protéger les gens plus âgés, vulnérables, évite le surpeuplement des hôpitaux.

Nous pouvons tirer des enseignements sur l'utilisation des hôpitaux en examinant les données de la ville de New York, le point chaud de la COVID-19, où plus de 34 600 personnes <sur une population de 8,4 millions ?> ont été hospitalisées jusqu'à maintenant. Chez les moins de 18 ans, le taux d'hospitalisation lié au virus est de 0,01 pour cent, soit 11 par 100 000 personnes; chez les 18 à 44 ans, il est de 0,1 pour cent. Même chez les gens âgés de 65 à 74 ans il n'y a eu hospitalisation que dans seulement 1,7 pour cent des cas. Au sujet des 4103

patients qui ont reçu un diagnostic confirmé de COVID-19 et présentaient des symptômes suffisamment sérieux pour demander des soins médicaux, la Dre Leora Horwitz, du Centre médical de NYU, a conclu que « l'âge est de loin le plus fort facteur de risque en matière d'hospitalisation ». Même les premiers rapports de l'OMS signalaient que 80 pour cent de tous les cas étaient bénins, et des études plus récentes indiquent un taux d'infection nettement plus généralisé et un plus faible taux de maladie grave. La moitié des personnes ayant subi un test d'infection qui s'est révélé positif n'éprouvent pas le moindre symptôme. En grande majorité, les personnes plus jeunes et autrement en bonne santé ne nécessitent pas de soins médicaux substantiels.

Fait 3 : Les politiques d'isolement total empêchent le développement d'une immunité collective – un facteur crucial –, ce qui prolonge le problème.

Des décennies de science médicale nous ont appris qu'une infection permet aux gens de développer une réponse immunitaire, de sorte que l'infection est contrôlée dans l'ensemble de la population par une « immunité de groupe ». L'immunisation de la population est le véritable objectif pour les autres infections virales. Dans le cas présent nous savons que les soins médicaux ne sont même pas requis pour la vaste majorité des personnes infectées. Le virus est si faible que la moitié des personnes infectées sont asymptomatiques, comme l'ont démontré les données initiales du navire **Diamond Princess** et, ensuite, celles d'Islande et d'Italie. On a faussement décrit ce virus comme un problème nécessitant un isolement collectif. Concrètement, les personnes infectées exemptes de maladie grave sont les vecteurs immédiatement disponibles pour l'établissement d'une immunité généralisée. En transmettant le virus à d'autres membres du groupe à faible risque qui développeront des anticorps, ces personnes bloquent les voies d'accès menant aux gens les plus vulnérables, ce qui, en définitive, mettra fin à la menace. En étendant l'isolement de la population générale, on empêcherait le développement de cette immunité de masse.

Fait 4 : Des gens meurent parce que d'autres soins médicaux ne sont pas prodigués

Des soins de santé essentiels destinés à des millions d'Américains sont actuellement mis de côté et des gens meurent afin d'aider des patients « potentiels » et d'endiguer la propagation. La plupart des États et de nombreux hôpitaux ont suspendu des actes médicaux et chirurgies « non essentiels ». Cela empêche le diagnostic de maladies mortelles, comme les cancers, des biopsies de tumeurs non découvertes et des anévrismes cérébraux. Des traitements, notamment des soins d'urgence, pour les maladies les plus graves ont aussi été annulés. Des patients atteints du cancer ont retardé leur chimiothérapie. On estime que 80 pour cent des chirurgies du cerveau ont été laissées en plan. Des patients ayant subi un accident vasculaire cérébral ou une crise cardiaque aiguë ont perdu la chance d'être traités, certains en meurent et beaucoup risquent une invalidité permanente.

Fait 5 : Nous sommes en présence d'une population à risque clairement définie qui peut être protégée par des mesures ciblées.

Des preuves accablantes provenant du monde entier démontrent uniformément qu'un groupe clairement défini — les gens plus âgés et ceux souffrant de maladies sous-jacentes — court un plus grand risque d'être hospitalisé et de mourir de la COVID-19. Un objectif atteignable consiste à cibler ce groupe par une politique d'isolement et à contrôler les personnes qui interagissent avec lui. Les résidents des centres d'hébergement, les plus à risque, devraient être les plus simples à protéger systématiquement contre les personnes infectées, puisqu'ils vivent déjà dans des espaces confinés. Les fondements de la biologie et les preuves dont nous disposons déjà militent pour une stratégie plus ciblée : protéger les gens qu'on sait vulnérables, demander aux personnes légèrement malades de s'isoler et ouvrir la plupart des lieux de travail et des petites entreprises en prenant certaines précautions pour les groupes plus nombreux¹⁵. On permettrait ainsi les relations sociales essentielles au développement d'une immunité chez ceux qui courent un risque minimal de conséquences graves tout en sauvant des vies, en évitant le surpeuplement des hôpitaux et en limitant les dommages qui s'accumulent lors

d'un isolement total. Cessons d'occulter les preuves empiriques pour tout miser sur des modèles hypothétiques. Les faits ont toute leur importance.

Source, traduction et références :

[IEDM](#)

Article original :

[The data is in — stop the panic and end the total isolation](#)

▲ RETOUR ▲

LA GÉNÉTICIENNE ALEXANDRA HENRION-CAUDE DÉNONCE UNE « FOLIE COLLECTIVE QUI NOUS MÈNE DANS LE MUR »

Covidinfos.net 3 août 2020



https://www.youtube.com/watch?v=c3V6DxmOy8o&feature=emb_logo (50 minutes)

Généticienne et ancienne directrice de recherche à l'Inserm, Alexandra Henrion-Caude évoque dans cette interview les origines du virus, l'utilité des masques et du confinement, le vaccin et **les conflits d'intérêts qui musèlent les "élites intellectuelles mondiales"**. Extraits et vidéo.

"C'est quoi être en bonne santé ? Nous avons quand nous sommes en bonne santé la capacité de faire face à à peu près tous virus, bactéries, pathogènes ; Nous avons le système de défense qui nous a été donné pour le combattre."

"Le système immunitaire c'est finalement un capital santé qui nous est propre, et qu'il faut entretenir en faisant du sport, en évitant d'être confinés pendant 2 mois, en ayant une bonne aération, une bonne oxygénation, c'est-à-dire en évitant de mettre des masques, en ayant une bonne alimentation c'est à dire en ayant la liberté de sortir acheter tout ce dont on a besoin là où il le faut pour avoir la diversité alimentaire qu'il nous faut..." [...]

"Sur cette gestion de crise, je ne comprends pas pourquoi on en fait autant [...] on peut raisonnablement se mettre à douter du mot même de pandémie quand on voit que finalement au niveau mondial, à moins équivalent sur les autres années, nous n'avons pas assisté à la surmortalité qui est attendue pour une pandémie."

« Si avant cet épisode de folie collective qui nous mène dans le mur [...] je vous avais dit prenez un mouchoir [...] crachez deux trois fois sur votre mouchoir et maintenant vous le gardez pendant deux trois heures sur votre nez ! [...] Vous ne l'auriez pas fait, par votre bon sens.»

“c’est une aberration que de développer dans une urgence absolue un vaccin contre un virus en moins de 6 mois [...] sans être certain de ne connaître aucun des effets secondaires [...] (alors) On va tester sur des populations [...] et donc l’horreur de l’horreur de l’horreur fait que l’on a choisi arbitrairement l’Afrique du Sud pour mettre en place une vaccination de force [...]. Ils sont véritablement utilisés comme des cobayes.”

“[Je suis] Abasourdie par le fait que notre élite intellectuelle mondiale ait osé si peu parler, mais je l’ai compris car des collègues d’une qualité exceptionnelle étaient muselés par le fait qu’ils avaient des conflits d’intérêt avec des laboratoires pharmaceutiques...”

▲ RETOUR ▲

COUVRE-FEU NATIONAL 18 H : LES BRETONS LEUR DISENT « MERDE »

By Docteur January 15, 2021

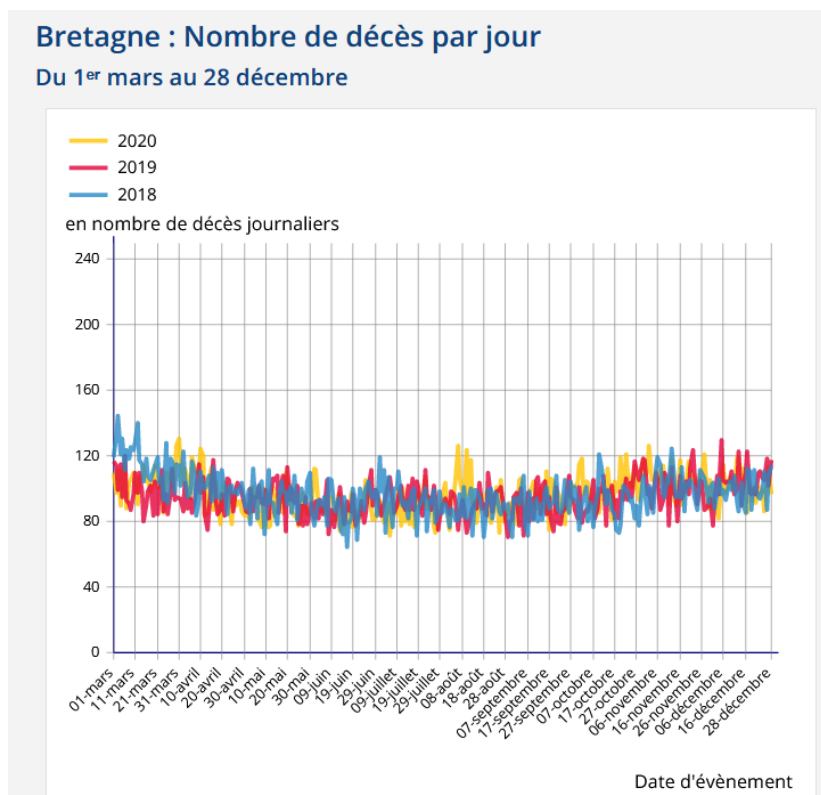
<J-P: Article comico-scientifique>

Castagnette et ses ministricules ont fait leur show à la télé jeudi soir pour nous dire que le variant, blablabla, principe de précaution... blablabla... aggravation... blablabla et donc : couvre-feu national 18 heures.

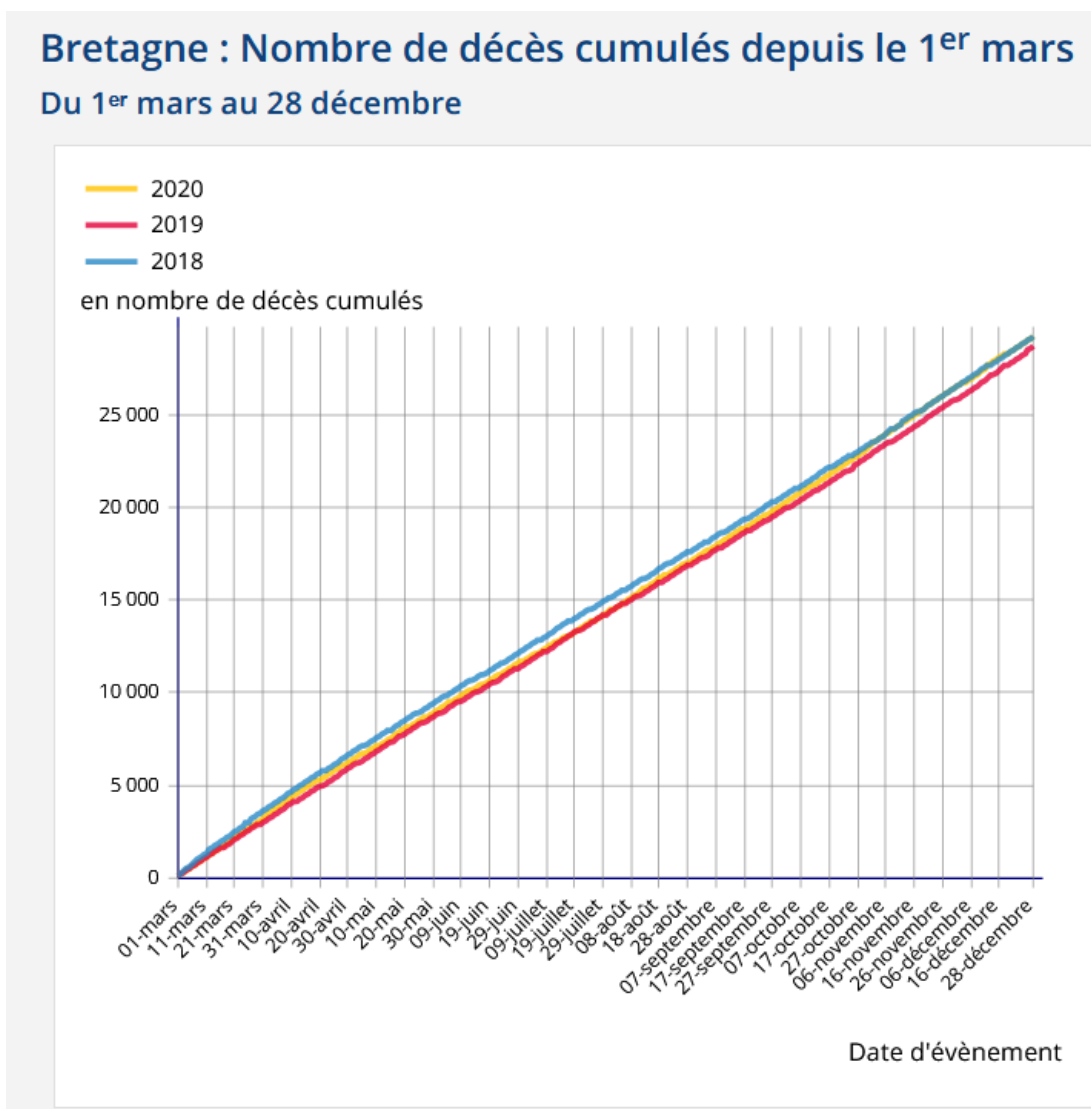
Prout.

Observons la région... Bretagne pour vérifier l’obsession “nationale” des clowns parisiens et leurs cortèges de mesures aussi iniques qu’uniques pour tous.

Source graphiques Insee : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/4487876?sommaire=4487854#titre-bloc-9>



Il ne s'est rien passé en Bretagne en 2020.



Il ne s'est *vraiment* rien passé en Bretagne en 2020 !

C'est bien la preuve que la covidémence des fonctionnaires parisiens est juste cela : une **démence**, une pathologie non pas virale mais *mentale*.

Voilà.

Ça fera 25 euros comme d'habitude.

POST-SCRIPTUM

J'ai déjà évoqué la Bretagne, ses embruns, sa météo pourrie, son préfet déjanté et ses cochons.

[Lire ici](#) pour édification des masses populaires.

Et vous pourrez une fois de plus constater et apprécier ma clairvoyance : **le préfet a fini par l'obtenir son couvre-feu !**

Au 13 janvier, depuis le début de la terrible pandémie, 39 personnes sont passées en réanimation dans

toute la région Bretagne ([source ARC, bulletin du 13 janvier](#)).

En hausse vertigineuse et terrifiante de +2 par rapport à la semaine précédente.

Ça fait mal. Et vous serez horrifié(e)s à juste titre.

▲ RETOUR ▲

LA VACHE : UN COLLIER QUI FAIT DU BRUIT POUR LES SALARIÉS **COVICONTREVENANTS**

By [Docteur January 15, 2021](#)

<J-P: Article comico-scientifique>



Albert P., cadre commercial chez Essity, responsable de la ligne de produits lubrifiants pour les marques "Danstoncul" et "Saglisse".

Quand la covidémence rencontre la direction woke, faible d'esprit, neuneu d'une entreprise privée, ça donne quoi ?

La vache qui pleure.

Le géant des produits d'hygiène Essity veut imposer à ses salariés en France le port d'un badge qui sonnera si la distanciation sociale n'est pas respectée entre les salariés. .([source La Dépêche](#))

Alors concrètement, comment ça marche ?

Pour lutter plus efficacement contre le Covid-19, l'entreprise souhaite que **chaque salarié porte en permanence un badge autour du cou autour d'une dragonne qui va émettre un son de 85 décibels si une distanciation sociale de moins de deux mètres n'est pas respectée.**

Dans le monde d'avant, les vaches dans les alpages avaient des cloches autour du col.

Dans le monde d'après, les clébardes de cette entreprise à la con auront des colliers qui font "prout prout wizzzzzzzzzzzzzz !" en cas de non-respect des règles coviconnes.

Une précision : Essity est une entreprise... suédoise. La proposition de ces gogoles peureux et pratiquant le *virtue signalling* à s'en faire péter les voies respiratoires n'est donc pas totalement étonnante.

Son site ouèbe : <https://www.essity.fr>

[également [article du Parisien](#), avec une vidéo]

INSURRECTION, PANDÉMIE ET CENSURE

Richard Heinberg 14 janvier 2021



Le 6 janvier, des milliers de personnes se sont réunies à Washington pour entendre un discours incitateur du président Trump, puis ont violé avec force le bâtiment du Capitole américain dans le but de perturber la transition pacifique du pouvoir présidentiel - un fondement institutionnel de la démocratie. Certains parmi la foule qui entrait dans le bâtiment ont été enregistrés en train de chanter "Hang Mike Pence !", tandis que d'autres ont frappé la police avec des tuyaux (même si la foule des émeutiers comprenait des policiers en civil de tout le pays), et un officier est mort de ses blessures. Ils ont exigé de savoir où se trouvait la présidente de la Chambre des représentants, Nancy Pelosi, ont vandalisé des biens et ont érigé une potence improvisée à l'extérieur. Ils ont planté des engins explosifs dans les sièges des deux partis politiques et ont planqué des armes, des bombes artisanales et des cocktails Molotov à proximité.

Les insurgés partageaient un ensemble d'illusions et de griefs : les Blancs sont laissés pour compte alors que les Américains sont en transition vers une société multiraciale et plus urbanisée. Cet atout est un brillant sauveur politique (plutôt qu'un colporteur narcissique qui cherche à se remplir les poches et à gonfler son image). Que la défaite du président lors des récentes élections était une fraude conçue par une vaste conspiration de libéraux, de républicains modérés, de l'État profond et des médias dominants. Et que la gloire réside dans l'imitation de la "cause perdue" de la Confédération en prenant une position courageuse et violente contre ce qui est perçu comme une tyrannie.

La plupart des Américains, y compris de nombreux républicains, ont réagi avec horreur (bien que, selon un sondage, 45 % des républicains aient approuvé l'attaque du bâtiment du Capitole). La réaction a été assez rapide : Twitter a interdit définitivement Trump et les sénateurs et représentants républicains qui avaient passé des semaines à parodier les allégations sans fondement du président en matière de fraude électorale se sont retrouvés sur la défensive, certains d'entre eux étant appelés à démissionner. Chuck Shumer, qui est sur le point de devenir leader de la majorité au Sénat, fait pression pour obtenir une liste d'interdiction de vol afin d'empêcher les insurgés de se rendre par avion au prochain rassemblement ou à la prochaine émeute.

Pourtant, les théories du complot continuent de proliférer. Quelques "experts" en ligne ont affirmé que l'insurrection était un coup monté planifié à l'avance, destiné à fournir au futur président Biden la justification pour créer un État policier et désigner les manifestants (et les personnes refusant les vaccins) comme des "terroristes nationaux".

Les panneaux d'affichage de droite appellent actuellement à des marches pour encercler et occuper les 50 capitales des États, et à une action massive pour perturber l'inauguration du 21 janvier. Pendant ce temps, 10 000 soldats sont en route pour Washington afin de compléter la police du Capitole.

Tout cela se produit au moment où la pandémie COVID-19 atteint son stade le plus virulent et le plus mortel. En moyenne, les États-Unis enregistrent 250 000 nouveaux cas par jour et plus de 3 000 décès par jour. Comme cela a été largement documenté, cette situation épouvantable est en grande partie due à un échec de la direction nationale, ainsi qu'à une désinformation généralisée sur la maladie elle-même et sur les moyens efficaces de la gérer.

Les États-Unis n'avaient pas connu de pandémie grave depuis un siècle ; la pandémie actuelle est survenue au moment même où les nouvelles technologies et plateformes de communication, qui sont source de division, brisent la confiance dans les sources d'information traditionnelles. Si la pandémie elle-même est littéralement virale, les théories de conspiration qui la concernent le sont au sens figuré. Visitez quelques-uns des sites web de conspiration les plus populaires et vous apprendrez que la pandémie a été planifiée par les élites mondiales (ce n'est pas le cas), que le nombre de morts a été grandement exagéré (ce n'est pas le cas) et que les vaccins sont des moyens frauduleux pour Bill Gates d'injecter des micropuces à tous les habitants de la planète (ce n'est pas le cas). Cette éruption de fantaisie paranoïaque n'est probablement qu'un aperçu de ce que nous pourrions voir au moment où les véritables défis du siècle commencent à mordre - notamment le changement climatique, l'épuisement des ressources, le dégonflement de la bulle de la dette mondiale et la fin de notre orgie de croissance économique qui a duré des décennies.

Si, comme je l'ai soutenu dans un récent essai, les États-Unis sont entrés dans une nouvelle phase violente de l'effondrement actuel de la réalité du consensus, il est tout à fait prévisible que les principaux responsables du maintien du consensus général réagiront en restreignant la liberté d'expression, comme cela s'est produit précédemment à des moments vaguement analogues de l'histoire américaine. Pendant la guerre civile, les citoyens des États du nord pouvaient être emprisonnés pour avoir chanté des chansons confédérées ou prononcé des discours anti-guerre. Pendant la Première Guerre mondiale, les auteurs d'écrits jugés séditionnels (dont Eugene Debs) ont été emprisonnés ; l'activiste Rose Pastor Stokes a été poursuivi, en partie, pour avoir écrit à un journal : "Je suis pour le peuple et le gouvernement est pour les profiteurs".

La communication est la responsabilité non seulement des individus qui cherchent à se faire entendre, mais aussi des médias qui diffusent leurs opinions. Dans les deux périodes de bouleversement que nous venons de mentionner, les principaux moyens de communication étaient les livres, les magazines et les journaux. La censure était un processus simple, bien que souvent brutal. Aujourd'hui, la plupart des communications se font via Internet et les médias sociaux. Il y a beaucoup plus de voix qui cherchent à être entendues, et beaucoup plus de "réalités" mentales alternatives sont créées. Il devient difficile, voire impossible, de maintenir un consensus. La réponse est-elle la censure ?

La Chine offre la plus dure des alternatives : là-bas, le gouvernement à parti unique contrôle ce qui est autorisé. Le contenu en ligne est contrôlé en permanence, non seulement en bloquant le contenu des sites web et des médias sociaux, mais aussi en limitant l'accès en ligne. Les plateformes Internet pratiquent une autocensure permanente et s'exposent à de lourdes sanctions si elles n'interdisent pas les contenus problématiques. Pour les dissidents, les droits sont essentiellement inexistantes.

La démocratie exige des citoyens informés et des médias d'information fiables. Aujourd'hui, en grande partie à cause de l'impact fragmentaire des nouvelles plateformes de communication électronique, les gens font moins confiance aux médias, le consensus est plus difficile à atteindre et les citoyens sont aussi mal informés et désinformés qu'ils sont informés. Dans ces circonstances, la censure peut être inefficace ou contre-productive. Déjà, l'interdiction des utilisateurs pro-insurrectionnels sur les plateformes de médias sociaux a un impact non seulement sur leurs efforts d'organisation, mais aussi sur les efforts des autorités pour suivre et prévenir d'autres violences. Les insurgés sérieux se tournent, comme on pouvait s'y attendre, vers **le cryptage, qui est peu**

coûteux et largement disponible.

Il n'y a pas de réponses faciles, que ce soit d'un point de vue technique ou éthique, à ce nœud de problèmes. Il est difficile de justifier le maintien de la liberté d'expression pour un groupe (par exemple, les manifestants de Black Lives Matter) tout en la refusant à un autre (par exemple, le Parti américain de la liberté). Le maintien de la paix et de l'ordre semble exiger le renforcement du consensus général ; mais, bien que ce consensus ait de nombreux objectifs admirables (démocratie, libertés civiles, égalité des chances, etc.), il n'a généralement pas réussi à faire respecter ces valeurs, en particulier pour certains groupes au sein de la société. De plus, comme toutes les réalités du consensus, il contient des points aveugles. Le point aveugle particulier sur lequel mes collègues et moi-même avons passé de nombreuses années à faire la lumière est la fausse supposition que notre société peut apporter continuellement plus de prospérité à un plus grand nombre de personnes grâce à un processus toujours plus rapide de dégradation de la nature et de sa transformation en produits de consommation et en déchets. Dans une société capitaliste, c'est une affirmation subversive ; est-elle aussi séditeuse ?

Le mieux que je puisse dire, c'est qu'en tant que société, nous fixons des limites à la violence physique et aux appels directs à faire du mal aux autres. Poursuivez toute personne qui vandalise des biens ou blesse d'autres personnes en train de faire valoir leur point de vue, ainsi que ceux qui les incitent sciemment. Démanteler les panneaux d'affichage utilisés pour planifier les efforts visant à renverser les dirigeants élus. Au-delà de cela, tant que nous aurons l'internet et les médias sociaux, nous devrons probablement vivre avec la dissonance cognitive et la fracture de la réalité du consensus qu'ils facilitent. C'est une situation inconfortable, mais les alternatives sont pires.

Nous sommes individuellement responsables de la façon dont nous façonnons nos propres visions du monde en fonction des nouvelles et des opinions que nous "ingérons". Ne présumez pas le pire des individus qui ont adopté des opinions que vous trouvez déséquilibrées ou même dangereuses ; il s'agit parfois de gens ordinaires qui sont tombés dans une chambre d'écho de désinformation. Les affirmations hétérodoxes sur la réalité méritent d'être examinées ; parfois, elles sont justes. Mais lorsque vous vous trouvez à examiner une affirmation ou une théorie nouvelle sur ce qui se passe et pourquoi, qu'il s'agisse de la politique ou de la pandémie, faites preuve d'esprit critique. Cette idée a-t-elle été démystifiée ? Par qui ? Quels sont les faits vérifiables ? Soyez prêt à ne pas porter de jugement si les faits ne sont pas clairs. Les médias grand public se font battre en brèche ces jours-ci, parfois pour de bonnes raisons. Mais le reportage accrédité est ce qui se rapproche le plus d'une science de la collecte des faits. Ainsi, tout comme vous devez faire attention à ne pas rejeter une idée hétérodoxe juste parce qu'elle n'est pas populaire, soyez encore plus méfiant de rejeter un reportage juste parce qu'il provient, par exemple, de CNN ou du New York Times. Si vous vous dites : "Bien sûr qu'ils diraient ça - ils sont tous dans le coup", détrompez-vous. Si votre régime médiatique vous rend anxieux et fâché, prenez du temps pour vous. Allez vous promener dans les bois - et s'il n'y a pas de bois, passez du temps dans un environnement aussi naturel que possible.

Ceux d'entre nous qui comprennent les crises systémiques auxquelles nous sommes confrontés ont la responsabilité particulière de développer leur propre résistance émotionnelle et d'avoir l'esprit ouvert afin de pouvoir aider les autres membres de leur communauté, qui n'ont pas la même clarté, à naviguer dans la folie à venir.

C'est un monde fou, et il le devient de plus en plus. N'ajoutez pas à la folie.

Publié à l'origine sur Common Dreams

▲ RETOUR ▲

L'AFFAIRE DU SIÈCLE



EDIT le 14 janvier 2021 : l'État va être condamné, mais le verdict exact n'est pas encore prononcé. [Lire ici](#) : « *Affaire du siècle: la « carence » climatique de l'Etat mise en avant à l'audience* ». Cet article (pas très intéressant) annonce des subtilités juridiques telles que l'État sera condamné mais pour la frime.

L'année 2018 s'est terminée en coups d'éclats. Outre les Gilets Jaunes que l'on ne présente plus, un record a été battu en décembre : celui du nombre de signatures obtenues en quelques jours par une pétition. Avec son titre, « [L'Affaire du siècle](#) », qui ne déparerait pas une affiche de cinéma, elle vise à soutenir une action en justice contre l'État, accusé de négligence dans sa « lutte » contre le « *changement climatique* ». Inutile de dire qu'*Onfoncedanslemur* n'est pas convaincu par cette initiative, même si elle aboutit à une condamnation en bonne et due forme. Son principal mérite est de témoigner de l'état de l'opinion, de la foi des signataires, (digne des premiers chrétiens dans la fosse aux lions), de leur besoin viscéral de « *faire quelque chose* », (comme les GJ mais par une autre voie), et de révéler « *l'erreur du siècle* » qui consiste à faire de [la survie de l'humanité l'enjeu](#) d'on ne sait quoi. Elle suppose que l'État pourrait faire plus, alors qu'une contrainte judiciaire peut seulement l'obliger à prendre des décisions plus rapidement.

Si l'on peut applaudir cette initiative au nom de la morale et de la justice, (envers les pays en voie de développement), l'on peut d'ores et déjà **ricaner** de ses effets, car elle ne changera rien au « *destin de l'humanité* » promise à l'effondrement. Quand on parle de maintenir le RC sous un seuil supposé « *soutenable* », c'est toujours en faisant abstraction des autres « *paramètres* » qui ne sont pas plus « *soutenables* » que la température moyenne. Nous pensons bien sûr à la biodiversité, aux pollutions qui s'ajoutent les unes aux autres, à la déforestation, aux océans-poubelle vidés de leurs poissons, aux terres agricoles qui deviennent stériles, à l'eau qui se fait rare, etc. On aura beau répéter sur tous les tons qu'il est « *criminel* » de « *ne pas agir* », et de classer le « *changement climatique* » ennemi public numéro un, cela n'empêchera pas l'ensemble des **autres phénomènes** de continuer sur leur lancée **planétaire**, à savoir :

- L'activité économique à base d'énergies diverses qui permettent au [système](#) de **perdurer**.
- L'accroissement de la population humaine.
- Le comportement des élites qui seront les dernières à sacrifier leurs intérêts.
- La nécessité, pour chaque ménage, de devoir travailler pour ne pas finir « *à la rue* », ce qui « *cimente* » le système.

- Les [trafics criminels](#) et internationaux qui prospèrent, même et surtout par temps de crise(s).

Il y a quelque chose de « *sidérant* » à mesurer le contraste entre l'action envisagée et les phénomènes qu'elle est censée « *combattre* ». Comment peut-on croire, qu'en faisant tomber les foudres de la justice sur « *l'État* », ce dernier pourra, à son tour et comme par miracle, faire tomber les siennes sur les émissions de « *GES* » ? Le seul moyen rapide et sous son contrôle, (au demeurant promesse de campagne de l'actuel président), tient à la fermeture de quelques centrales à charbon, mais cela seul pose déjà d'[énormes problèmes](#). En bonne logique, l'État devrait s'attaquer à chaque source d'émission, prenant pour chacune des « *mesures* » appropriées à leur diminution. Ces sources sont connues, (ce sont principalement les véhicules à moteur thermique, la consommation de viande et [l'agriculture](#)), mais les méthodes pour les diminuer, où sont-elles ? Nous sommes en pleine « *terra incognita* », l'on ne les connaît même pas en théorie puisqu'elles restent à imaginer ou à expérimenter à grande échelle (véhicules électriques par exemple).

Prenons le cas de la consommation de viande, (facile à comprendre et déjà traitée par le menu dans « [Hippopotamus exemplum](#) »), et voyons quelles solutions lui appliquer. L'une d'elle peut sembler « *prometteuse* » : la « [journée sans viande](#) ». Elle est totalement ridicule en tant que solution, ce n'est qu'une astuce de com' qui consiste à créer un sujet pour parler d'un problème. Taxer la viande : problématique pour les pauvres. Taxer les importations : favorisera les producteurs nationaux et ne conduira pas nécessairement à une moindre consommation. Taxer les restaurateurs (parce qu'ils donnent le mauvais exemple) : tollé dans la profession. Campagnes publicitaires pour diaboliser la consommation : trop coûteux pour l'État et « *effets pervers* » garantis, car ce serait encore faire la pub de la viande. Légiférer de façon à réduire la consommation : ce serait une grande première car, en pays capitalistes, aucune consommation sauf l'eau n'a jamais été limitée par les pouvoirs publics. Reste la prohibition, facile à établir par voie législative mais difficile à gérer dans ses conséquences : elle est bien sûr totalement irréaliste, comme toute solution « *extrémiste* ».

Pilotage par les prix

Nos deux millions de signataires, (autant de naïfs qui semblent nés de la dernière pluie), ont oublié, qu'en régime capitaliste, production et consommation sont **pilotées par les prix**. Nous ne sommes pas sous le régime de l'ex-URSS où il serait facile de réserver la consommation de viande à la « [nomenklatura](#) ». Nous sommes au contraire dans un régime ultra-libéral sous l'égide d'un « *monstre administratif* », l'Union Européenne armée de sa monnaie unique, qui a sacralisé la « *concurrence libre et non faussée* ». Nous sommes aussi dans un système qui sanctifie « *l'esprit d'entreprise* », « *l'innovation* », « *l'initiative individuelle* », toutes choses qui confortent le pilotage par les prix et valent aussi pour la production et la commercialisation de la viande, mais qu'il s'agirait de fustiger dans leur cas. A cela s'ajoute que les prix, pour l'essentiel, n'obéissent pas à d'illusoires « *lois du marché* » mais à des rapports de forces (occultés), où [l'État est toujours perdant](#)^{vidéo} s'il ne dispose d'aucun pouvoir de coercition.

Ses pouvoirs sont donc plus que limités, voire inexistants. Comment comprendre que l'on puisse, (dans la foulée d'Aurélien Barrau), le tenir pour « *responsable* », lui ou le « *corps politique* » qui l'anime ? Il joue depuis le début un rôle central et crucial : celui d'avoir favorisé et organisé l'ensemble des activités industrielles, en particulier par la répression des forces sociales qui cherchaient à résister. Mais c'est de l'histoire ancienne, la Seine a coulé sous les ponts, l'UE et le néolibéralisme se sont installés à demeure, l'État n'est plus qu'une personne morale et ne sert plus guère qu'à maintenir « *l'ordre public* », indispensable à la poursuite du business malgré les inévitables « *rebuffades* » de « *la populace* ». Sachant par ailleurs que la classe dominante, (au sens large), « *fait dans son froc* » aussitôt qu'elle voit « *l'ordre public* » menacé, (ce qui se comprend fort bien), l'on devine que les **changements profonds** qu'exigerait une véritable « *lutte pour le changement climatique* » ne sont pas prêts d'arriver.

Psychologie

C'est pourquoi l'on se demande vraiment quelles peuvent être les motivations d'une personne qui se fait signataire de cette pétition. Il y a sans doute une part de culpabilité : « *je profite du système mais il détruit la planète, donc je dois faire quelque chose* ». Ainsi, par ce que l'on prend pour une « *action* », (trois clics dans un formulaire), le signataire peut se sentir « *responsable* », « *conscient* », « *lucide* », « *solidaire* » et surtout « *moral* », à l'inverse de ces ignobles personnages qui n'en finissent pas de prêcher leur « [pessimisme radical](#) ». N'est-ce pas merveilleux de voir, par la magie d'Internet et de l'informatique, la culpabilité se métamorphoser en qualité ?

Prétendre « *faire quelque chose* », face aux phénomènes **titanesques** qui se déroulent sous nos yeux, confère à toute cette histoire un petit côté [prométhéen](#), c'est-à-dire un orgueil lui-même titanesque et bien sûr inavoué. Les acteurs de cette « *affaire du siècle* » ne s'imaginent pas, à l'inverse de leurs aïeux, « *commander à la nature* », mais entendent « *commander à l'humanité* », ce qui est tout aussi illusoire. Ils retournent leur médaille fétiche mais n'y renoncent pas.

Paris, le 9 janvier 2019

EDIT le 12 janvier 2019 : « [Il faut changer de régime alimentaire pour sauver la planète](#) » : cet article explique que ce serait déjà un énorme progrès que chacun diminue sa consommation de viande, sans se contraindre à une abstinence complète.

Lire aussi : [le Diplo](#) de janvier 2019 : « *La justice sociale, clé de la transition écologique* »

Illustration : « *L'Affaire du siècle* »

Plus de publications sur Facebook : [On fonce dans le mur](#)

▲ **RETOUR** ▲

ENJEUX MATÉRIELS DE LA FABRICATION DE VÉLOS DANS UN MONDE POSTCROISSANCE

Par Philippe Gauthier 29 décembre 2020



Des femmes réparant un vélo, 1895

L'idée d'un monde basé sur les transports actifs, et en particulier sur le vélo, est un thème récurrent dans les réflexions sur la décroissance. C'était l'une des pistes de transformation du *Manifeste* du Mouvement québécois pour une décroissance conviviale¹ et cette notion joue également un rôle important dans les réflexions du

groupe Degrowth.info, basé en Allemagne². Les grands médias associent également décroissance et pratique du vélo³.

La plupart des partisan·e·s de la décroissance s'entendent donc sur le fait que le vélo est un outil utile et désirable dans un monde post-croissance, même si la promotion de la marche a également ses adeptes⁴. L'un des précurseurs de la décroissance, **Ivan Illich**, le décrit comme la machine écologique par excellence :

« La bicyclette et le véhicule à moteur ont été inventés par la même génération, mais ils sont les symboles de deux usages opposés de l'avancée moderne. [...] Elle constitue un merveilleux outil qui tire parfaitement parti de l'énergie métabolique pour accélérer la locomotion. En terrain plat, le cycliste va trois ou quatre fois plus vite que le piéton, en utilisant cinq fois moins de calories⁵ ».

Philippe Bihouix, pour sa part, y voit un exemple de machine **low tech** (basse technologie) en dépit de la relative complexité technique de sa fabrication :

« Même un modèle simple contient plusieurs centaines de pièces élémentaires, dont la plupart ont un contenu technique qui n'est pas maîtrisable « localement » : métallurgie d'alliages et métaux différents, usinage et ajustage des pièces, vulcanisation du caoutchouc des pneus, préparation des peintures anticorrosion ou de la graisse pour la chaîne. [...] En revanche, une fois construit, il est clairement possible pour le commun des mortels d'en comprendre parfaitement le fonctionnement, de le bricoler [...] de le maintenir en état pour de nombreuses années, pour ne pas dire indéfiniment ou presque⁶ ».

Un autre thème récurrent de la décroissance est celui d'une production à l'échelle locale, idéalement par des moyens de production appartenant aux travailleurs – travailleuses eux et elles-mêmes. On trouve notamment ces idées sous la plume **d'Yves-Marie Abraham**, pour qui la production de ce qu'il faut pour vivre ne doit plus être pris en charge par l'entreprise privée ou l'État, mais par des communs, reposant sur les principes d'autoproduction et de partage des moyens de production⁷. Le groupe Polémos évoque également une organisation du travail basée sur les coopératives et les communs⁸.

Mais qu'impliquent au juste sa production et son entretien en termes d'organisation du travail, de ressources matérielles et énergétiques et de choix techniques? Cette étude s'interroge sur la forme que pourrait prendre la production de bicyclettes en contexte décroissant et sur les dépendances qu'entraîne le choix de miser sur ce mode de transport. Elle explore le concept de l'atelier de fabrication de vélos, installation plus petite et plus conviviale qu'une usine moderne, et explore les tensions entre la simplicité à atteindre et l'efficacité technique nécessaire à une activité manufacturière légère.

Pourquoi l'efficacité demeure importante

La question de l'efficacité peut sembler trop axée sur le productivisme pour constituer une préoccupation décroissante. Elle est parfois associée au fordisme et à l'aliénation des travailleurs – travailleuses et de la société en général. Ce n'est pas l'intention ici. Il s'agit d'abord d'éviter le gaspillage des matériaux et de l'énergie nécessaire à la fabrication du vélo en choisissant des techniques appropriées à l'échelle de production recherchée. Il s'agit aussi d'offrir un produit que les citoyen·ne·s d'un monde post-croissance pourront s'offrir, surtout dans un contexte où ils sont censé·e·s vivre avec moins de ressources.

L'enjeu n'est pas trivial. Lorsque la bicyclette commence à se populariser, entre 1890 et 1895, son prix d'achat représente 800 fois le salaire horaire moyen en France⁹. Rapportées au **salaire moyen actuel de 26,65 dollars de l'heure au Québec en 2019¹⁰**, ces 800 heures représentent 21 320 dollars, soit l'équivalent du prix d'une petite voiture économique. Pour cette raison, le vélo est d'abord adopté par la bourgeoisie : médecins, notaires, curés de campagne, ainsi que par les services publics, notamment la police et l'armée. Il ne se démocratisera vraiment qu'après la Première Guerre mondiale. En raison de l'amélioration des techniques de fabrication, son coût d'achat ne représente plus que 200 heures de travail en 1925 et 95 en 1957¹¹.

Le spécialiste de l'énergie **Vaclav Smil** observe que les techniques modernes permettent d'utiliser moins d'énergie pour obtenir une quantité de travail donnée. Les premières machines à vapeur, par exemple, transformaient moins d'un pour cent de l'énergie du charbon en travail mécanique utile. En 1900, le rendement des locomotives ne dépassait pas 10 % et celui des meilleures machines à vapeur « compound », 20 %. De nos jours, les turbines à vapeur à cycle combiné qui transforment le bois, le charbon ou le gaz en électricité ont un rendement pouvant atteindre 60 %¹². Une turbine hydraulique moderne peut transformer jusqu'à 95 % de l'énergie cinétique de l'eau en énergie électrique.

Le niveau technologique a donc un impact réel sur la quantité d'énergie nécessaire pour accomplir un travail. Inversement, **le retour à des technologies plus archaïques aurait probablement comme effet d'augmenter la consommation d'énergie nécessaire pour effectuer le même travail**. L'enjeu énergétique, d'un point de vue décroissant, consiste à produire les biens nécessaires avec le moins de ressources énergétiques possible, tout en évitant le piège consistant à utiliser la même quantité de ressources pour fabriquer plus de produits – souvent superflus.

Les composantes d'un vélo

Un vélo moderne peut compter jusqu'à mille pièces, en tenant compte des vis et des maillons de la chaîne. Plusieurs sont simples et ne comportent pas d'enjeu industriel particulier. Cette étude se concentrera donc sur un nombre restreint de composantes majeures, emblématiques des techniques de fabrication à utiliser. Elle évoquera ensuite la question des matériaux nécessaires avant de s'interroger sur l'organisation du travail la plus simple pouvant être mise en œuvre pour la fabrication de chaque composante.

La première composante importante est le cadre. Qu'il soit fait d'acier ou d'aluminium, il est fait d'un tube fabriqué par extrusion. On chauffe une pièce de métal pour la ramollir, puis on le pousse à travers un moule à l'aide d'une puissante presse hydraulique développant une force de centaines ou de milliers de tonnes. Il est aussi possible de former du métal plat en rouleau et de le souder à la jonction, mais c'est un procédé laborieux et peu efficace. Quelques artisans expérimentent actuellement avec des cadres en bambou et en frêne. Cette solution semble donner satisfaction et constituer une solution décroissante prometteuse.

Le roulement à billes, utilisé pour réduire la friction dans le pédalier et les roues, est une technologie déjà ancienne. Il semble que le premier vélo à l'avoir incorporée était le Grand Bi de 1869. La bague est faite à partir d'un tube d'acier que l'on découpe en sections avant de le forger. Le principal problème consiste à fabriquer des billes parfaitement sphériques dans un métal très dur. On part d'un fil d'acier de gros calibre que l'on découpe et que l'on moule grossièrement avant de chauffer et de polir les billes entre deux plaques de fonte. C'est un travail spécialisé qu'on voit mal fait dans un atelier d'usinage généraliste, mais qui se fait dans des établissements de taille modeste. Un grand fabricant mondial d'origine suisse, Bossard, a 2500 employés répartis sur 77 sites, soit 32 employés par usine.

Les pignons et les plateaux, de même que la chaîne, reposent sur des opérations de forgeage. Il s'agit essentiellement de découper le métal et de lui donner sa forme finale à l'aide de machines-outils. Le métal est ensuite trempé pour le durcir et augmenter sa résistance à l'usure. Le travail est comparable pour le mécanisme du dérailleur, s'il y en a un. Ce sont des opérations relativement simples qu'on peut faire dans un petit atelier d'usinage équipé en conséquence.

Les autres pièces de métal, comme les composantes de freins et les garde-boues, sont les plus faciles à fabriquer, essentiellement à l'aide de simples presses pour former le métal. L'assemblage des roues, et en particulier des nombreux rayons, est normalement confié à une machine automatisée. Il faudra peut-être revenir à une méthode plus laborieuse d'assemblage à la main.

L'acier est le premier matériau entrant dans la fabrication d'une bicyclette. Le cadre, traditionnellement, est fait d'un alliage relativement flexible comportant du chrome et du molybdène, tandis que les pièces soumises à l'usure (roulements à bille, chaîne, plateaux et pignons) sont faites d'acier très dur à forte teneur en chrome et, selon les formulations, une faible proportion d'autres métaux comme le vanadium et le cobalt. Il est possible de produire ces alliages à partir d'acier recyclé en ajoutant les métaux voulus, à condition que l'acier de départ soit de formulation compatible (ne contienne pas d'autres métaux remettant en cause la qualité de l'alliage désiré).

Les vélos modernes utilisent le plus souvent l'aluminium pour le cadre. Ce métal est plus facile à travailler et à recycler que l'acier, mais il n'est pas considéré comme aussi durable pour un vélo. Il ne s'agit peut-être pas du meilleur choix pour un vélo *low tech* devant servir très longtemps. Par contre, il s'agit d'un bon choix pour toutes sortes de pièces mineures : poignées de frein, garde-boue et autres.

Il faut oublier la fibre de carbone, dont la production est complexe et très énergivore : de 51 à 79 kWh d'énergie par kilo. En comparaison, la production d'acier neuf exige de 6 à 14 kWh et celle d'acier recyclé, de 2 à 4 kWh. La production d'aluminium neuf à partir du minerai requiert de 63 à 95 kWh, mais son recyclage, seulement de 3 à 5¹³. Défaut supplémentaire de la fibre de carbone : on ne sait pas la recycler et sa durée de vie comme déchet se mesure en siècles.

L'autre matériau critique est le caoutchouc qui entre dans la fabrication des **pneus**. Il s'agit essentiellement de caoutchouc naturel produit par un arbre originaire d'Amérique du Sud, l'hévéa. La production est aujourd'hui concentrée en Asie du Sud-est. Dans un contexte post-croissance, il resterait possible de l'importer, mais son transport sur de longues distances pose problème et une organisation plus équitable de son commerce reste à inventer. Une solution locale est envisageable : **le pissenlit**. Il est facile à cultiver en monoculture et son latex a déjà été utilisé comme source de caoutchouc dans le passé, notamment en URSS pendant la Seconde Guerre mondiale¹⁴. Il y a actuellement de l'intérêt pour cette ressource et une industrie pourrait voir le jour dans les prochaines années.

La fabrication d'un vélo de base, à la fois simple et durable, exige donc des matériaux relativement sophistiqués, ainsi que l'usage de machines-outils pour la fabrication des diverses catégories de pièces. Ces problèmes techniques ont été résolus dès la fin du XIX^e siècle et il est possible de produire des vélos de qualité avec des moyens plus simples que ceux qui sont mis en œuvre actuellement. Il est notamment possible de se passer de robots et de machines-outils à contrôle numérique, dont l'avenir paraît incertain dans un monde post-croissance. Il est également envisageable de simplifier les vélos eux-mêmes en sacrifiant un peu de performance et en acceptant un peu plus de poids.

Sources d'énergie

Il n'est pas clair si le monde post-croissance aura encore recours à des réseaux électriques centralisés ou s'il reposera sur des sources renouvelables organisées en réseaux locaux. La quantité d'énergie disponible sera probablement inférieure à ce que nous connaissons aujourd'hui et variera sans doute en fonction de la météo et du rendement des ~~panneaux solaires ou des éoliennes~~.

La production pourrait donc être limitée aux jours où le temps est favorable. Une production intermittente exigerait une organisation alternant jours de travail et congés en fonction de l'énergie disponible. Une alternative serait d'installer les ateliers près de cours d'eau où de petites turbines hydrauliques pourraient livrer une énergie constante, mais moins abondante. Ceci aurait pour effet de limiter la taille maximale des ateliers.

La production d'aluminium neuf exige d'énormes quantités d'électricité, vraisemblablement d'origine hydroélectrique. Le procédé ne peut jamais s'arrêter – le métal en fusion déformerait les cuves en se solidifiant – et les sources d'énergie intermittentes sont hors de question. Le recyclage de l'aluminium dans des fours à arc

peut se faire de manière discontinue, mais les besoins en électricité demeurent importants et ne peuvent pas être couverts par de petites installations locales. La même chose vaut pour l'acier recyclé.

Matériaux

La production d'acier neuf exige actuellement l'utilisation de charbon ou, plus rarement, de gaz naturel. Ces combustibles ne fournissent pas seulement la chaleur indispensable au procédé, mais aussi du carbone qui s'associe à l'oxygène du minerai de fer pour l'éliminer sous forme de CO_2 . Il existe un procédé alternatif utilisant de l'hydrogène. Il se combine à l'oxygène du minerai de fer pour l'éliminer sous forme de vapeur d'eau, ce qui n'émet pas de gaz à effet de serre. La production d'hydrogène en quantité voulue par électrolyse exige toutefois beaucoup d'électricité. Un monde post-croissance aura donc à être sobre en acier, recyclé comme neuf.

Combien d'énergie la production d'un vélo consomme-t-elle au total? Les données disponibles sont rares et ne distinguent pas les divers types de vélos. Selon une étude du MIT¹⁵, la fabrication et l'entretien d'un vélo sur l'ensemble de son cycle de vie représentent 319 MJ d'énergie par mille parcouru (soit 199 MJ par kilomètre). Ce genre d'études considère qu'un vélo fera 15 000 km durant sa vie utile¹⁶. Ceci correspondrait à une consommation totale de 830 kWh d'énergie. Mais ce chiffre paraît optimiste, ou fondé sur la fabrication de vélos très simples.

Une autre étude de cycle de vie, portant sur un vélo haut de gamme, estime sa facture énergétique à 2 380 kWh pour la seule étape de la fabrication du cadre¹⁷. Il faut ajouter 325 kWh pour les roues et 50 pour la chaîne, sans compter les autres pièces. Le total pourrait donc approcher les 3 000 kWh. Le ménage québécois moyen consommant 72 kWh d'électricité par jour¹⁸ (contre 13 en France¹⁹), ces 3 000 kWh équivalent à 41 jours de consommation québécoise ou 231 de consommation française. C'est aussi l'énergie que renferment 750 kilos de bois de chauffage.

Organisation de la production

Dans un monde décroissant, le métal continuera d'être produit dans des fonderies et des alumineries de taille assez importante, afin de réduire la consommation énergétique par unité produite. Ces usines fourniront de vastes ensembles à l'échelle d'un pays ou d'un sous-continent. Les contraintes sur l'énergie et des besoins moins importants feront toutefois en sorte que ces usines seront plus petites que celles que nous connaissons, parce qu'il y aura moins de hauts-fourneaux ou de cuves de fusion fonctionnant en parallèle.

Le modèle du petit atelier d'usinage, qui répondait jadis à toutes sortes de besoins locaux en pièces à l'unité ou en séries courtes, vient à l'esprit. Ces ateliers comptaient souvent moins de dix employés, mais on pourrait étendre le modèle à 25, voire 50 ouvriers – ouvrières pour alimenter un marché régional en vélos. La fabrication de métaux et d'alliages, par contre, se faisait déjà dans de grosses unités de plusieurs centaines d'employés dès le XIX^e siècle, essentiellement pour des raisons d'efficacité énergétique. Il est plus facile d'obtenir et de maintenir la chaleur voulue dans de gros creusets que dans des petits. Les alumineries sont toujours des usines de grande taille, le procédé se prête mal à une production à petite échelle. Il est aussi possible, dans certaines limites, de refondre de l'acier et de l'aluminium dans des fours à arc. La taille minimale de ces unités est de l'ordre de 50 à 100 employés.

La production de caoutchouc de pissenlit et de pneus pourrait se faire à l'échelle régionale. Ces productions se font actuellement à une échelle nationale ou même internationale, mais ce n'est pas une nécessité technique, surtout pas pour des pneus de vélo relativement simples par rapport aux pneus de voiture. Une régionalisation limiterait les besoins en transport de la marchandise et éviterait les problèmes techniques liés à la production de beaucoup d'énergie renouvelable sur un seul site. Lorsqu'il y a moins d'abondance énergétique, il est plus facile de produire de manière décentralisée.

Si l'option des **cadres en bois** ne donne pas satisfaction, il faudra continuer d'utiliser des tubes obtenus par extrusion. Ces gros équipements ne réclament pas beaucoup d'ouvriers et d'ouvrières, mais ils exigent passablement d'énergie, ce qui risque de jouer sur le choix des sites de production. Ces équipements ne seront sans doute pas intégrés à des ateliers de fabrication de vélos, mais resteront distincts, fournissant les tubes nécessaires aux fabricants. La fabrication de roulements à billes fonctionnera sans doute sur le même modèle, bien que l'intégration à un atelier de fabrication paraisse plus facile.

Restent les activités d'usinage des pignons, des plateaux et des diverses autres pièces. Elles pourraient être faites sur un même site et combinées aux activités d'assemblage. L'usinage est relativement peu énergivore et il serait possible de se consacrer à cette activité lorsque l'énergie est abondante, puis à l'assemblage des pièces en stock lorsqu'elle est plus rare. Un petit atelier de taille régionale regroupant toutes ces activités ne pourrait sans doute pas faire toutes ces activités en même temps. Les ouvriers – ouvrières pourraient se concentrer sur certaines pièces un jour, puis sur d'autres le lendemain. D'un point de vue capitaliste, cette pratique ne permet pas de maximiser la rentabilité du capital. D'un point de vue décroissant, elle permet toutefois de maintenir une consommation énergétique raisonnable par unité produite et de fournir du travail sans produire des quantités excessives de vélos.

Un vélo conçu pour être durable et facile à réparer peut durer des décennies. Il n'existe pas de chiffres sur le nombre de vélos existants au Québec, mais sur la base de 4,2 millions de cyclistes²⁰, on peut sommairement estimer qu'il existe environ 5 millions de vélos. S'ils sont conçus pour durer 50 ans, il faudra remplacer 2 % du parc chaque année, soit 100 000 véhicules neufs annuellement.

Si l'on compte 1 500 kWh d'énergie pour la production d'un vélo post-croissance simple, l'énergie nécessaire à cette activité atteindrait 150 GWh, soit l'équivalent de la production annuelle d'environ 35 grandes éoliennes de 2 MW fonctionnant avec **un facteur de charge de 25 %** ou encore 75 000 tonnes de bois de chauffage. Ce chiffre comprend le coût énergétique de l'extraction et de la transformation des matériaux (métal, plastique, caoutchouc...) mais laisse de côté la question de leur impact environnemental. Sans être insoutenable, le total demeure considérable. Il faut de surcroît tenir compte de la fabrication d'un grand nombre de pièces de rechange.

Cette étude laisse volontairement de côté deux enjeux qui exigeraient de la recherche distincte. D'une part, **les vélos ont besoin de chemins**. L'examen du vélo en tant que système (plutôt qu'en tant qu'objet, comme le fait ce texte) exigerait de mesurer le coût énergétique des routes et de poser diverses hypothèses sur le pourcentage d'utilisation qu'en feraient les vélos dans divers scénarios. Rappelons simplement que les premières pressions pour le pavage des routes ont historiquement été le fait des cyclistes, qui exigeaient des surfaces de roulement lisses. La voiture en a ensuite profité.

Une autre piste de recherche intéressante serait la question de la réduction des besoins – ou même du besoin tout court. Les calculs que l'on trouve ici sur la production de vélos postulent implicitement que leur contexte d'utilisation reste inchangé. Comme les chiffres sont élevés, il faudrait peut-être miser sur des modes d'utilisation ou de propriété partagée des vélos. On peut aussi supposer qu'une société vivant à une échelle plus locale aurait de moindres besoins de déplacement, ce qui réduirait ou éliminerait le parc de vélos nécessaire.

Conclusions

Cette étude a cherché à explorer la manière dont on pourrait fabriquer des vélos dans un monde post-croissance. Elle s'est interrogée sur l'organisation de la production, les ressources matérielles et énergétiques à mettre en œuvre et les choix techniques à faire pour maintenir une productivité suffisante sans dépendre de technologies trop complexes.

En ce qui concerne l'organisation du travail, on voit que plusieurs activités peuvent avoir lieu dans des ateliers de taille relativement petite (moins de 50 personnes), possiblement détenus collectivement par les travailleurs et travailleuses. Certaines activités, toutefois, comme la fabrication et l'extrusion de l'acier, ne se prêtent pas aussi bien à la production à petite échelle. Ils requièrent aussi des équipements coûtant quelques millions, voire des dizaines de millions de dollars et réunir le capital nécessaire ne sera pas simple pour un collectif de travailleurs et travailleuses.

En ce qui concerne les ressources matérielles, aucune n'est véritablement rare et il n'existe pas d'obstacle sérieux à une industrie durable du vélo. Dans un monde décroissant qui serait beaucoup plus sobre au niveau énergétique, toutefois, réunir l'énergie nécessaire ne sera pas forcément facile. Le choix des sites de production pourrait être dicté par la disponibilité locale d'énergie en quantité suffisante et l'intermittence de la production pourrait cadencer le rythme de production des vélos. Ceci requiert une importante adaptation sociale, mais s'accorde au postulat décroissant d'un rythme de vie plus lent.

Les choix techniques posent des enjeux plus complexes. Bien que le niveau technologique de la fin du XIX^e siècle soit suffisant pour produire des vélos, leur prix d'achat était alors si élevé qu'ils étaient réservés à une élite. Il faut viser un prix de revient permettant aux citoyens d'un monde sobre de s'en procurer. Il y a donc un arbitrage à faire entre la simplicité et une efficacité technique qui induit toutes sortes de dépendances : ressources plus rares, longues chaînes logistiques, besoins accrus en capitaux pour l'achat de machines-outils.

En somme, la grande question qui se pose est « décroître jusqu'où? ». L'exemple de l'atelier de vélos montre qu'il existe une tension entre le désir d'une vie plus simple, plus sobre et plus locale et le désir de conserver un certain nombre de biens et de services qui facilitent la vie et qui démultiplient les capacités du corps humain. Trop de renoncements et la vie décroissante peut devenir misérable. À l'inverse, pas assez et le monde industriel se maintient pratiquement tel quel.

Notes

- ↑1 Mouvement québécois pour une décroissance conviviale. (2007). « Manifeste ». Récupéré de <https://www.decroissance.qc.ca/manifeste>
- ↑2 Bliss, S. (2016, 11 janvier). « My Journey Toward Degrowth ». *Degrowth.info*. Récupéré de <https://www.degrowth.info/en/2016/01/my-journey-toward-degrowth/>
- ↑3 Dubé, C. (2019, 5 février). « Prêts pour la décroissance? ». *L'actualité*. Récupéré de <https://lactualite.com/societe/decroissance/>
- ↑4 Bridgman, E., Chevalier, Q. (2017). « Marcher vers la postcroissance ». *L'échappée belle*, n°3, avril 2017. Récupéré de <http://www.lechappeebelle.ca/2015/04/marche-pratique-subversive/>
- ↑5 Illich, I. (1973). *Énergie et équité*, Paris : Le Seuil, p. 49.
- ↑6 Bihouix, P. (2014). *L'âge des low tech*. Paris :Le Seuil, p. 128.
- ↑7 Abraham, Y-M. (2019). *Guérir du mal de l'infini*. Montréal : Écosociété, p. 246.
- ↑8 Polémos. (2020, 22 mai). « Relancer l'économie croissanciste ou refaire la société? ». Récupéré de <https://polemos-decroissance.org/lettre-opinion-refaire-la-societe/>
- ↑9 Gaboriau, P. (1991). « Les trois âges du vélo en France ». *Vingtième siècle, revue d'histoire*, n°29, janvier-mars 1991, 17-34. <https://doi.org/10.3406/xxs.1991.2335>
- ↑10 Institut de la statistique du Québec. Rémunération hebdomadaire et horaire des employés, régions administratives et ensemble du Québec, 2015-2019.
- ↑11 *Ibid.*
- ↑12 Smil, V. (2010). *Energy Transitions: History, Requirements, Prospects*. Santa Barbara : Praeger, p. 52-55.
- ↑13 Low-tech Magazine « How much energy does it take (on average) to produce 1 kilogram of the following

materials? ». Récupéré de <https://www.lowtechmagazine.com/what-is-the-embodied-energy-of-materials.html>

↑14 Chevalier, A. (1945). « Le pissenlit à caoutchouc en Russie ». *Revue de botanique appliquée et d'agriculture coloniale*, 25^e année, bulletin n°275-276, Septembre-octobre 1945, 3-10.
<https://doi.org/10.3406/jatba.1945.1811>

↑15 Dave, S. (2010). « Life Cycle Assessment of Transportation Options for Commuters ». Cambridge : Massachusetts Institute of Technology (MIT). Récupéré de
<http://files.meetup.com/1468133/LCAwhitepaper.pdf>

↑16 Roy, P., Miah, D. et T, Zafar. (2019). Environmental impacts of bicycle production in Bangladesh : a cradle-to-grave life cycle assessment approach. *SN Applied Sciences*, 1, n°700.
<https://doi.org/10.1007/s42452-019-0721-z>

↑17 Johnson, R., Kodama, A. et R, Willensky. (2014). *The Complete Impact of Bicycle Use : Analyzing the Complete Impact and Initiative of the Bicycle Industry* (Mémoire de Maîtrise). Université de Duke, Récupéré de <https://dukespace.lib.duke.edu/dspace/handle/10161/8483>

↑18 Données de Statistiques Canada citées dans Gagné, A. (2015). « Une taxe à la surconsommation d'électricité, ou une taxe sur les grandes familles? » *L'actualité*. Récupéré de
<https://lactualite.com/lactualite-affaires/une-taxe-a-la-surconsommation-delectricite-ou-une-taxe-sur-les-grandes-familles>

↑19 « Consommation électricité moyenne en France en 2020 : Statistiques et analyse ». Récupéré de
<https://prix-elec.com/energie/comprendre/statistiques-consommation-france>

↑20 Vélo Québec en collaboration avec le Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports. (2016, mai). *L'état du vélo au Québec en 2015*. Récupéré de
<https://www.transports.gouv.qc.ca/fr/modes-transport-utilises/velo/Documents/etat-velo-2015.pdf>

▲ RETOUR ▲

LA CROISSANCE SANS LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE

www.eea.europa.eu/ Publié le 11 janvier 2021

La croissance économique est étroitement liée à l'augmentation de la production, de la consommation et de l'utilisation des ressources et a des effets néfastes sur l'environnement naturel et la santé humaine. Il est peu probable qu'un découplage durable et absolu de la croissance économique et des pressions et impacts environnementaux puisse être réalisé à l'échelle mondiale ; par conséquent, les sociétés doivent repenser ce que l'on entend par croissance et progrès et leur signification pour la durabilité mondiale.

Messages clés



La "grande accélération" actuelle [1] de la perte de biodiversité, du changement climatique, de la pollution et de la perte de capital naturel est étroitement liée aux activités économiques et à la croissance économique.



Le découplage complet de la croissance économique et de la consommation des ressources pourrait ne pas être possible.



L'économie des beignets, la post-croissance et la décroissance sont des alternatives aux conceptions courantes de la croissance économique qui offrent des perspectives intéressantes.



Le "Green Deal" européen et d'autres initiatives politiques pour un avenir durable exigent non seulement des changements technologiques, mais aussi des changements dans la consommation et les

pratiques sociales.



La croissance est culturellement, politiquement et institutionnellement enracinée. Le changement exige que nous nous attaquions à ces obstacles de manière démocratique. Les différentes communautés qui vivent offrent simplement une inspiration pour l'innovation sociale.

Croissance et récits de changement

Le monde est en pleine mutation. De nombreux moteurs de changement interagissent dans un jeu très complexe de besoins, de désirs, d'activités et de technologies humaines (AEE, 2020) et contribuent à la grande accélération de la consommation humaine et de la dégradation de l'environnement. La civilisation humaine est actuellement profondément insoutenable.

Ces dynamiques doivent changer. Les gouvernements, les scientifiques et les organisations non gouvernementales (ONG) du monde entier se réunissent pour tenter de concevoir de nouvelles idées, politiques, plans et récits. Ce récit fait partie d'une série intitulée "Narratives for change" publiée par l'AEE. Il présente des perspectives alternatives sur la croissance économique et le progrès humain et explore la diversité des idées nécessaires pour transformer notre société vers des objectifs de durabilité et réaliser les ambitions du "Green Deal" européen.

En s'appuyant sur les conclusions des rapports de l'AEE sur les moteurs du changement et les transitions en matière de durabilité (AEE, 2017, 2019a, 2019b, 2020), cette note d'information explore des idées alternatives sur la croissance et le progrès dans le but d'élargir le débat sur la durabilité. Cette réunion se tient à un moment crucial pour l'UE, qui est confrontée à des défis urgents et à des opportunités liées à un changement fondamental. L'UE a atteint des niveaux de prospérité et de bien-être sans précédent au cours des dernières décennies, et ses normes sociales, sanitaires et environnementales sont parmi les plus élevées au monde (AEE, 2019c).

Le maintien de cette position ne doit pas nécessairement dépendre de la croissance économique. Le "Green Deal" européen, par exemple, pourrait-il devenir un catalyseur pour les citoyens de l'UE afin de créer une société qui consomme moins et qui se développe dans des dimensions autres que matérielles ?

Comme il n'y a pas de découplage global de la croissance économique et de la consommation de ressources, une véritable créativité est nécessaire : comment la société peut-elle se développer et croître en qualité (par exemple, en termes de finalité, de solidarité, d'empathie), plutôt qu'en quantité (par exemple, en termes de niveau de vie matériel), de manière plus équitable ? À quoi sommes-nous prêts à renoncer pour réaliser nos ambitions en matière de durabilité ?

Un découplage mondial, durable et absolu pourrait ne pas être possible

Au niveau mondial, la croissance n'a pas été découplée de la consommation de ressources et des pressions environnementales et ne le deviendra probablement pas (Parrique et al., 2019 ; Hickel et Kallis, 2020 ; Wiedmann et al., 2020). L'empreinte matérielle mondiale, le produit intérieur brut (PIB) et les émissions de gaz à effet de serre ont augmenté rapidement au fil du temps, et sont fortement corrélés (figure 1). Alors que la croissance démographique a été la principale cause de l'augmentation de la consommation de 1970 à 2000, l'émergence d'une classe moyenne aisée à l'échelle mondiale a été le facteur le plus important depuis le début du siècle (Panel, 2019 ; Wiedmann et al., 2020). En outre, le développement technologique a jusqu'à présent été associé à une augmentation de la consommation plutôt que l'inverse.

L'Europe consomme plus et contribue davantage à la dégradation de l'environnement que d'autres régions, et les perspectives de l'Europe d'atteindre ses objectifs de politique environnementale pour 2020, 2030 et 2050 sont faibles (AEE, 2019c). Plusieurs des empreintes environnementales de l'Europe dépassent les limites de la

planète (Sala et al., 2020 ; AEE/FOEN, 2020).

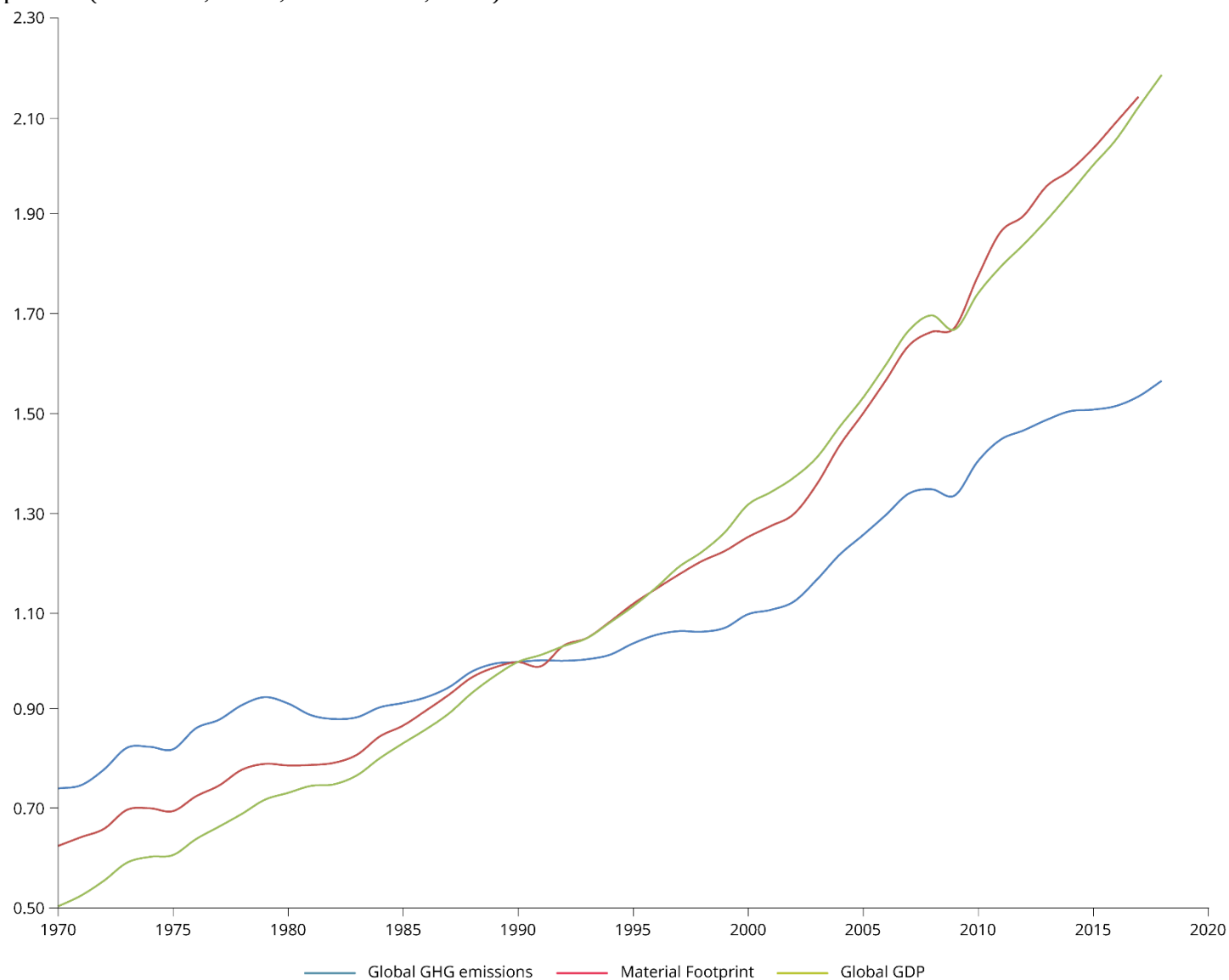


Figure 1. *Évolution relative des principaux indicateurs économiques et environnementaux mondiaux de 1970 à 2018*

Sources : Modifié d'après Wiedmann et al. (2020). Reproduit selon les termes et conditions de la licence Creative Commons CC BY 4.0 (<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/>).

Données d'Olivier et Peters (2020) pour les émissions de gaz à effet de serre (GES) ; du PNUE et de l'IRP (2018) pour l'empreinte matérielle ; et de la Banque mondiale (2020a) pour le PIB. **Plus d'infos**

Des politiques de haut niveau (par exemple, le "Green Deal" européen et les objectifs de développement durable des Nations unies, SDG) proposent comme solution le découplage de la croissance économique et de l'utilisation des ressources. Cependant, les débats scientifiques sur la possibilité de découplage remontent au XIXe siècle et il n'y a toujours pas de consensus. Des études récentes, telles que Hickel et Kallis (2020) et Parrique et al. (2019), ne trouvent aucune preuve d'un découplage absolu entre la croissance et la dégradation de l'environnement à l'échelle mondiale.

Si certains pays de l'UE sont parvenus à réduire certaines formes de pollution entre 1995 et le milieu des années 2010 (par exemple l'acidification, l'eutrophisation, les émissions de gaz à effet de serre), le découplage entre la croissance et les empreintes environnementales (par exemple l'eau, les matériaux, l'énergie et les gaz à effet de

serre) associées aux modes de consommation de l'UE est souvent relatif et varie selon les pays (Sanyé-Mengual et al., 2019 ; NTNU, 2020).

Ces changements sont associés à une combinaison de facteurs (voir AEE, 2020). Il s'agit notamment des changements économiques structurels, qui ont conduit à l'externalisation d'une part importante des activités à forte intensité énergétique vers des pays tiers et à la financiarisation des économies de l'UE (Kovacic et al., 2018). Une réduction absolue des pressions et des impacts environnementaux nécessiterait des transformations fondamentales vers un type d'économie et de société différent - au lieu de gains d'efficacité progressifs au sein des systèmes de production et de consommation établis.

Une circularité à 100 % est impossible

Si la croissance économique ne peut être dissociée de l'utilisation des ressources, l'utilisation des ressources existantes peut-elle être étendue au sein de l'économie ? Les politiques d'économie circulaire visent à améliorer la gestion des déchets et à induire des cultures de production et de consommation responsables. Cependant, l'économie circulaire peut ne pas permettre la transformation vers la durabilité si les mesures de circularité alimentent une stratégie de croissance qui conduit à une augmentation de la consommation de matières. Une économie réduite pour correspondre à l'apport de matières qu'elle peut recycler serait une économie très lente (Kovacic et al., 2019a).

Le concept d'"économie circulaire" suggère que les ressources matérielles pourraient provenir de plus en plus de l'intérieur de l'économie, ce qui réduirait l'impact environnemental en augmentant la réutilisation et le recyclage des matériaux. Toutefois, cet "imaginaire" socio-technique a un potentiel de durabilité limité, comme le révèle l'analyse biophysique (Kovacic et al., 2019a). En fait, à l'échelle de l'ensemble de l'économie, seuls 12 % environ des matériaux utilisés étaient recyclés dans l'UE-27 en 2019 (Eurostat, 2020). Compte tenu des technologies actuelles de conception des produits et de gestion des déchets, les taux de recyclage de matériaux tels que le plastique, le papier, le verre et les métaux peuvent - et devraient - être considérablement augmentés conformément aux ambitions politiques de l'UE. Toutefois, dans l'ensemble, les matériaux recyclables ne représentent qu'une faible part du débit de matériaux.

Le faible potentiel de circularité est dû au fait qu'une très grande partie du débit de matières primaires est composée (1) de vecteurs énergétiques, qui sont dégradés par l'utilisation comme l'expliquent les lois de la thermodynamique et ne peuvent pas être recyclés, et (2) de matériaux de construction, qui sont ajoutés au parc immobilier, lequel est recyclé sur des périodes beaucoup plus longues (figure 2). Ceci peut être interprété à la lumière de l'étude de Tainter (1988) sur l'effondrement des sociétés complexes : plus la complexité augmente, plus les bénéfices marginaux des améliorations apportées à la résolution des problèmes diminuent ; par conséquent, les améliorations à l'échelle locale ont un très faible impact sur le système global.

En outre, un débit élevé et de faibles taux de recyclage semblent être les conditions d'une productivité élevée (Hall et Klitgaard, 2012). Les sociétés avancées ont besoin de débits élevés d'énergie et de matériaux pour maintenir leur complexité organisationnelle (Tainter et Patzek, 2012). Ces observations soulignent la nécessité de repenser et de recadrer les notions sociétales de progrès en termes plus larges que la consommation.

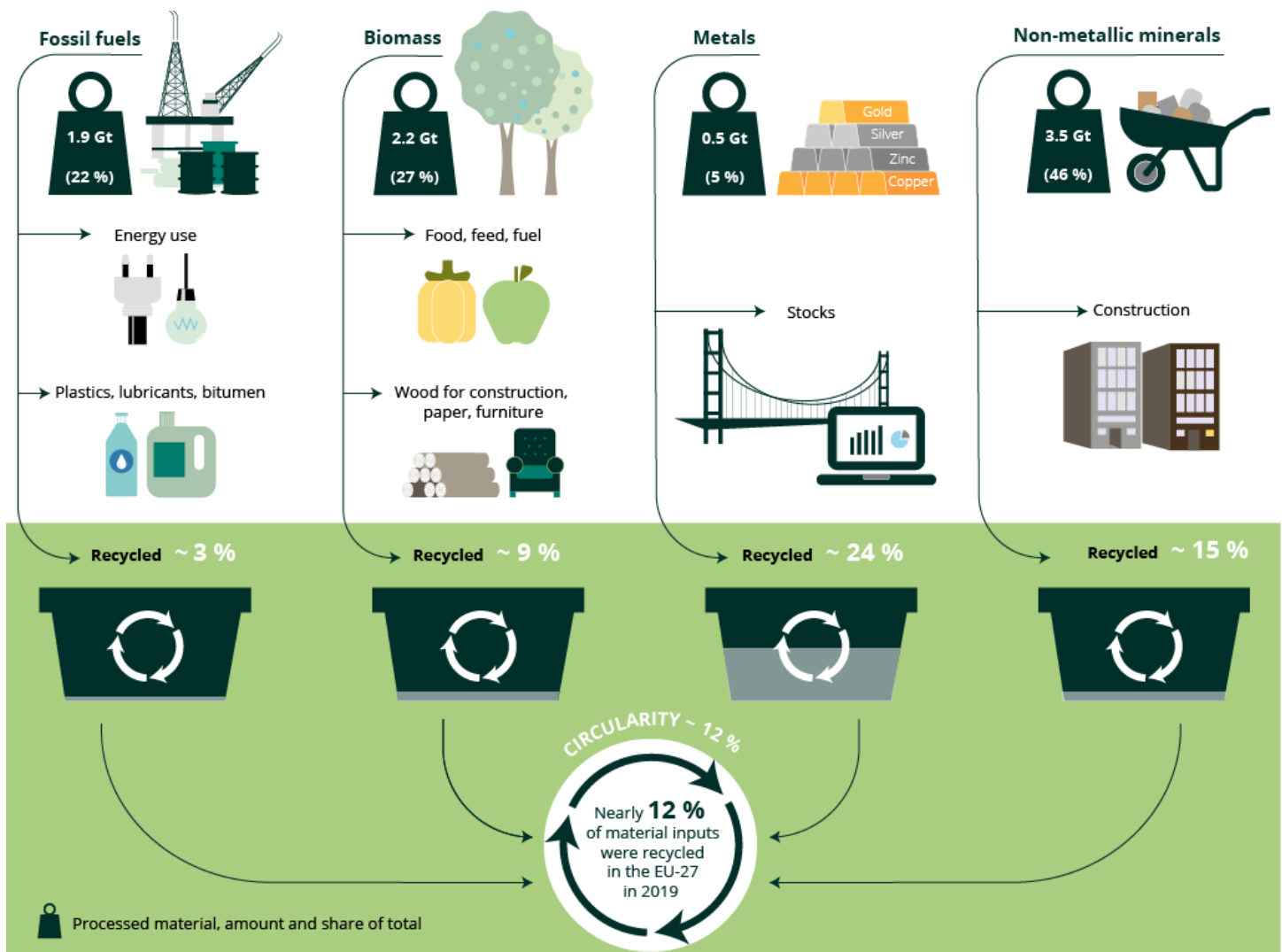


Figure 2. Représentation schématique des limites de la circularité dans l'UE-27, 2019

Note : Les chiffres entre parenthèses (en haut) indiquent la part d'une catégorie de matériaux donnée par rapport au total des matériaux transformés et se rapportent à l'année 2014. Les chiffres relatifs au recyclage (en bas) indiquent la part du recyclage dans chaque catégorie et se rapportent à l'année 2019. La catégorie "Métaux" comprend également les déchets d'extraction associés.

Source : Données de Mayer et al. (2019) pour les matériaux traités et d'Eurostat (2020) pour les taux de recyclage.

Pistes pour repenser la croissance et le progrès

Historiquement, les États modernes ont adopté une pensée économique axée sur la croissance économique et ont conceptualisé les problèmes sociaux et environnementaux comme des externalités. En conséquence, la croissance est culturellement, politiquement et institutionnellement ancrée. À l'échelle mondiale, la légitimité des gouvernements ne peut être séparée de leur capacité à assurer la croissance économique et à créer des emplois.

Toutefois, ces dernières décennies ont vu se multiplier les initiatives visant à "repenser l'économie" (notamment le mouvement qui porte ce nom, Rethinking Economics, 2020) et à développer des perspectives théoriques qui combinent l'attention portée aux besoins légitimes de la population humaine actuelle et la nécessité d'une transformation vers un avenir durable. La pensée écomoderniste [2] encourage la "croissance verte" par le biais du progrès scientifique et technologique.

D'autres domaines scientifiques et mouvements sociaux sont allés au-delà de l'idée de croissance verte (Wiedmann et al., 2020) et ont proposé des concepts comme l'"économie du beignet" (Raworth, 2017) et la "décroissance" (Demaria et al., 2013), qui sont présentés dans le tableau 1.

Tableau 1. Autres écoles de pensée sur la croissance

Perspectives de croissance et Définitions
Décroissance : Terme générique désignant des mouvements universitaires, politiques et sociaux plus radicaux qui soulignent la nécessité de réduire la production et la consommation et définissent des objectifs autres que la croissance économique (Demaria et al., 2013).
Post-croissance : Agnostique sur la croissance, cette école de pensée se concentre sur la nécessité de découpler le bien-être de la croissance économique (Wiedmann et al., 2020).
Croissance verte : Basée sur la pensée écomoderniste qui investit ses espoirs dans les progrès scientifiques et technologiques (par exemple, l'écoconception, l'innovation verte) orientés vers la durabilité. En d'autres termes, "la croissance verte consiste à favoriser la croissance et le développement économiques tout en veillant à ce que les actifs naturels continuent de fournir les ressources et les services environnementaux sur lesquels repose notre bien-être" (OCDE, 2011).
Économie des beignets : L'économie des beignets combine l'attention portée aux besoins légitimes de la population humaine actuelle et la nécessité d'une transformation vers un avenir durable (Raworth, 2017).

De même, des perspectives radicales sont offertes par des domaines tels que les études de transition, la science post-normale, l'économie écologique et les études de résilience. L'AEE (2017) a résumé cette littérature et en a pris note :

« Le défi des années à venir consistera à intégrer ces perspectives dans les processus politiques généraux et à examiner comment elles peuvent être mises en œuvre efficacement pour soutenir les objectifs de durabilité de l'Europe. »

L'innovation sociale, politique et technologique est nécessaire pour traduire les idées alternatives sur la croissance en nouveaux modes de vie. L'inspiration se trouve également dans de très anciennes traditions. Le slogan d'Ernst Schumacher (1973), "Small is beautiful", est profondément ancré dans la pensée orientale et occidentale.

Il existe toute une série de communautés religieuses, spirituelles et laïques qui sont moins matérialistes, consomment moins et recherchent des modes de vie plus simples que ceux de la société dominante. Les personnes dites "simples" (par exemple les Amish et les Quakers) pratiquent une vie simple dans le cadre de leur identité religieuse. Dans les écovillages, le mode de vie plus simple est lié à l'environnementalisme (GEN Europe, 2020). D'innombrables communautés Internet se consacrent à la vie simple pour améliorer la qualité de vie, réduire le stress personnel et diminuer les pressions sur l'environnement. Parmi les écoles de pensée sur la croissance, les mouvements de décroissance s'intéressent particulièrement à la vie simple.

Les valeurs fondamentales de l'Europe ne sont pas matérialistes

Dans les sociétés libérales, une multiplicité de valeurs est chérie. Le patrimoine européen est beaucoup plus

riche que la consommation matérielle. Les valeurs fondamentales de l'UE sont la dignité humaine, la liberté, la démocratie, l'égalité et l'État de droit, et elles ne peuvent être réduites à une augmentation du PIB ou remplacées par celle-ci. S'il existe des limites à la croissance économique et à la trajectoire actuelle (c'est-à-dire le "plan A"), le plan B pour parvenir à la durabilité consiste à innover en matière de modes de vie, de communautés et de sociétés qui consomment moins et qui sont néanmoins attrayantes pour tous et pas seulement pour les personnes ayant un intérêt environnemental, spirituel ou idéologique.

Le plan B est extrêmement ambitieux. La croissance économique est fortement corrélée aux indicateurs de santé et de bien-être, tels que l'espérance de vie et l'éducation. Grâce à la croissance économique, la part de la population mondiale vivant dans l'extrême pauvreté, telle que définie par le seuil de pauvreté de 1,90 dollar par jour, est passée de 36 % en 1990 à 10 % en 2015 (Banque mondiale, 2020b). En termes d'économie du beignet, il est possible que le beignet entre les besoins humains fondamentaux et les frontières planétaires soit très mince (O'Neill et al., 2018). Cependant, la croissance économique n'a pas contribué à réduire les inégalités, que ce soit entre les pays ou au sein de ceux-ci (Piketty, 2013).

Bien que l'Europe reste le foyer des sociétés les plus égalitaires au monde (CE, 2017), les inégalités ont néanmoins augmenté également, bien qu'à un rythme plus lent que dans d'autres régions. En outre, les jeunes Européens d'aujourd'hui risquent d'être moins bien lotis que leurs parents, en raison du taux de chômage élevé chez les jeunes (CE, 2017). Il se peut que le plan B doive également être envisagé afin de ne laisser personne derrière, en particulier les plus vulnérables de la population.

Les anciens et les nouveaux récits sur la nécessité d'un revenu de base universel, une idée soutenue par près de deux tiers des Européens (Lam, 2016) et les appels à la réduction du temps de travail, sont aujourd'hui mis en avant. Ces mesures sont proposées comme des moyens possibles de résoudre les préjugés sexistes et la répartition inégale du temps de travail dans la société (De Spiegelaere et Piasna, 2017), ainsi que de limiter les effets de la croissance du travail précaire et incertain en Europe.

Si la planète est finie au sens biophysique du terme, une croissance infinie des valeurs existentielles humaines, telles que la beauté, l'amour et la gentillesse, ainsi que de l'éthique, est possible. La société connaît actuellement des limites à la croissance parce qu'elle est enfermée dans la définition de la croissance en termes d'activités économiques et de consommation matérielle. L'impératif de croissance économique est culturellement, politiquement et institutionnellement ancré. Toutefois, comme l'a souligné le vice-président de la Commission, Frans Timmermans (CE, 2019), la nécessité d'un changement transformateur, amplifiée et accentuée par la pandémie COVID-19, appelle à repenser profondément nos activités à la lumière de la durabilité.

Que pourrait-on réaliser en termes de progrès humain si le Green Deal européen était mis en œuvre dans le but spécifique d'inspirer les citoyens, les communautés et les entreprises européens à créer des pratiques sociales innovantes ayant peu ou pas d'impact sur l'environnement tout en visant la croissance sociétale et personnelle ?

Notes de bas de page

[1] La période qui a suivi les années 1950 marque une période unique dans l'histoire de l'humanité, caractérisée par des changements socio-économiques et environnementaux mondiaux sans précédent et qui s'accélérent sous l'effet de l'homme, ce que l'on a appelé "la grande accélération" (Steffen et al., 2015).

[2] Voir, par exemple, le manifeste écologiste

Remarques de Jean-Marc Jancovici

La croissance sans la croissance économique

La croissance économique est étroitement liée à l'augmentation de la production, de la consommation et de l'utilisation des ressources et a des effets néfastes sur l'environnement naturel et la santé humaine. Il est peu probable qu'un découplage durable et absolu de la croissance économique et des pressions et impacts environnementaux puisse être réalisé à l'échelle mondiale ; par conséquent, les sociétés doivent repenser ce que l'on entend par croissance et progrès et leur signification pour la durabilité mondiale.

Commentaire d'Arthur Keller

: « Il semble que certaines personnes là-haut commencent enfin à percevoir que le découplage absolu entre croissance économique et impact écologique n'est pas réalisable. C'est ce que vient de publier l'Agence européenne pour l'environnement. Il était temps : ça fait un siècle que les données du monde réel renforcent cette hypothèse et c'est théorisé depuis cinquante ans. Ces déclarations sont significatives dans la mesure où elles émanent d'une agence officielle de l'Union européenne. Toutefois, ne pas trop rêver : il est fort peu probable que quoi que ce soit ne change fondamentalement suite à cette publication. Les dirigeants persisteront vraisemblablement à suivre la trajectoire du business as usual moyennant un zeste de développement durable (rappelons qu'il s'agit de durabilité faible : https://fr.wikipedia.org/wiki/Durabilité?fbclid=IwAR1A2rajrleXuVqHsQvcHsgldM-dtuuI864WSBIPiFEiiuYBl3mqmGipFa4#La_durabilité_faible)... jusqu'à ce que ce ne soit tout simplement plus possible.

Ceci étant dit, réjouissons-nous malgré tout. Les avancées dans les modèles de pensée et les imaginaires sont suffisamment rares et importantes pour être mises en lumière quand elles se produisent. Ça reste la base d'une (hypothétique) transformation lucide, ne l'oublions pas. »

<https://www.eea.europa.eu/.../growth-without-economic...>

(posté par J-Pierre Dieterlen)

▲ RETOUR ▲

LIRE « L'ÉCOLOGISTE » POUR Y VOIR PLUS CLAIR

Par biosphere 15 janvier 2021



Quelques extraits de L'ÉCOLOGISTE n° 57, décembre 2020 – février 2021 :

Thierry Jaccaud, rédacteur en chef : « *Le **vaccin** contre la variole, fléau historique responsable de véritables hécatombes, a joué un rôle certain dans l'élimination de la maladie sur notre planète annoncée en 1980. Le vaccin avait des effets secondaires graves et connus. Mais la variole elle-même tuait beaucoup plus.* »

Martin Kohr a popularisé le terme d'« **émissions négatives** » de gaz à effet de serre. Lors de la Conférence des parties en 2007 à Bali, les pays en voie de développement étaient sur le point

d'accepter l'engagement des pays développés à réduire leurs émissions de seulement 80 %. Martin Kohr a expliqué alors que ce n'était pas suffisant si l'on prenait en considération les émissions passées. C'est pourquoi le Nord doit produire des émissions négatives, ce qui est une pensée douloureuse pour beaucoup de gens.

Recension du livre « **Les limites planétaires** » : Aujourd'hui, l'extraction annuelle de matières premières atteint le chiffre astronomique de 70 milliards de tonnes au niveau planétaire, soit environ 10 tonnes par personne. 20 milliards de tonnes sont issues de la biomasse (alimentation, bois, textiles...) et 50 milliards sont extraits de la lithosphère : 28 de minerais non métalliques essentiellement destinés à la construction d'infrastructures ou de bâtiments, 13 pour les énergies fossiles et 7 pour les minerais métalliques.

Satish Kumar : « Si la technologie est à notre service en étant utilisée avec discernement pour développer les relations humaines, sans polluer l'environnement et sans gaspiller les ressources naturelles, alors elle peut être bonne. Ce n'est pas le cas des **écrans**. Nos enfants ont besoin d'apprendre des choses sur la nature, mais aussi de la nature, du jardinage, de la vie marine et de la vie sauvage. Une telle connaissance ne s'acquiert pas en fixant des écrans. Un ordinateur est une boîte, il vous apprend à penser dans une boîte. »

▲ RETOUR ▲

Faut-il incendier les émetteurs radio/télé ?

Par biosphere 14 janvier 2021



L'information fait-elle l'action ? Un incendie, revendiqué par un comité « [pour l'abolition de la 5G et de son monde](#) », a endommagé un émetteur radio, privant 1,5 million de personnes de radio et de télévision. D'après le comité, « *Le sabotage de l'antenne a eu lieu dans le cadre de l'opération voix du vent et chants d'oiseaux. Nous ne sommes qu'une poignée, pourchassées, terrifiées, mais nous vaincrons malgré notre faiblesse* ».

Cette information du quotidien LE MONDE ne fait pas l'action, mais elle y contribue. Est-ce du terrorisme écologique ? Fallait-il ne pas en parler ? Les [réactions sur lemonde.fr](#) portent pour partie sur l'intérêt ou non de l'innovation technique.

Benoît Croquinard : Quelques heures de télé en moins, action salutaire

MD : Les écolos radicalisés ont frappé, ce n'est qu'un début. Rien de surprenant de la part de gens qui refusent tout progrès technique.

Mais le **débat de fond** porte aussi sur la validité de la destruction de biens jugés néfastes pour l'humanité.

Mort de rire : J'imagine 2 ou 3 anciennes baba-cool qui ne supportent plus la bêtise dont nous sommes abreuvés quotidiennement. Et qu'on veuille nous en imposer encore plus pour pouvoir dire encore plus de bêtises, encore plus vite. Alors elles ont eu le courage de s'engager pour le bien de l'humanité. Je les comprends.

Fredh : Vous savez, vos anciens baba cool ont tout à fait le droit de ne pas avoir et regarder la télé, de ne pas avoir de smartphones 4G ou 5G, de ne pas avoir de voiture, de ne pas prendre l'avion, de ne pas se faire vacciner... mais il faut aussi respecter les désirs des autres personnes... Ils ne sont pas si cool que ça, mais plutôt fachos, vos babas.

Ces échanges résument parfaitement les contradictions du monde contemporain et la **difficulté de l'action**. Dans une société d'homo economicus, l'aliénation n'est plus extérieure, elle a été intégrée, digérée par les sujets. La société de consommation est devenue la raison d'être d'une grande partie des gens aujourd'hui. Lutter contre l'aliénation est donc difficile, il faut risquer la prison, si ce n'est sa vie. Ainsi l'exemple des [luddites](#), débattu aussi sur [lemonde.fr](#) :

gbouvier : Révoltes insignifiantes mais pénibles de luddites qui brandissent leurs fourches garnies de fumier. Ce qui rassure, c'est que les fourches n'ont rien pu faire contre les fusils.

Michel SOURROUILLE : Monsieur Bouvier, votre remarque sur les luddites du XIXe siècle est intéressante. Les artisans ont brisé des machines automatiques qui mettaient au chômage beaucoup d'artisans à domicile pour le plus grand profit de l'industrie textile en formation. Deux siècles plus tard, on constate que cette industrialisation à marche forcée a entraîné la croissance économique sans limites et la détérioration brutale des conditions de vie sur Terre. Les luddites avaient donc raison. Mais on a fait à l'époque des lois condamnant à mort pour bris de machines, et des luddites sont passés sous les fourches caudines. Ce qui veut dire que dans notre système techno-industriel, la protection des machines a plus de valeur que la vie humaine. Pensez-vous encore, Monsieur, que l'écrasement des luddites a été une bonne chose ?

Synthèse : Tous les écolos ne sont pas adeptes du sabotage, sinon il y a bien longtemps qu'on ne trouverait plus une seule centrale nucléaire, plus un seul SUV, plus un seul bateau de milliardaire, etc. La question de la destruction de biens pour le bien de la planète a été posée par l'action contre une centrale nucléaire de Françoise d'Eaubonne et contre les SUV par le livre d'Andreas Malm, lire sur notre blog biosphere : 16 septembre 2020, [Contre-violence par destruction de biens](#)

▲ RETOUR ▲

SECTION ÉCONOMIE



Nous assisterons à « une catastrophe finale et totale du système monétaire » dans les prochaines années.

Publié le 15 janvier 2021 à 08:00:00 / 1 commentaire / 399 vues

Comme disait von Mises en 1949 : « Il n'y a aucun moyen d'éviter l'effondrement final d'un boom provoqué par une expansion du crédit. L'alternative est de... Lire la suite



L'impression monétaire qui profite aux riches n'est qu'un radeau de sauvetage d'un système financier constamment menacé de faillite depuis 2006

Publié le 15 janvier 2021 à 15:30:55 / 0 commentaire / 41 vues

L'impression monétaire des années 2000 n'a jamais servi de stimulus, mais plutôt de radeau de sauvetage pour un système financier constamment

menacé de faillite... Lire la suite



Les actions du secteur bancaire indiquent clairement que le système financier a peu de chances de survivre sous sa forme actuelle.

Publié le 15 janvier 2021 à 10:00:25 / 0 commentaire / 304 vues

Les actions du secteur bancaire indiquent clairement que le système financier a peu de chances de survivre sous sa forme actuelle. De nombreuses valeurs

bancaires ont... Lire la suite



Je ne veux pas être alarmiste mais la Dette Galopante ne peut être financée...

Publié le 15 janvier 2021 à 06:00:41 / 0 commentaire / 258 vues

Supposons que la dette ne fasse que « doubler » d'ici 2030. Une estimation modeste vu les problèmes qui se profilent au cours de la prochaine décennie.... Lire la suite



Tribunal de commerce de Salon: « Tous les experts annoncent une explosion des faillites »

Publié le 14 janvier 2021 à 22:37:00 / 18 commentaires / 570 vues

Tribunal de commerce de Salon: « Tous les experts annoncent une explosion des faillites » Tribunal de commerce de #Salon : "Tous les, ➡ experts... Lire la suite



Et ça se plaint en France ? Vous n'avez pas honte ? – Le Confinement au Liban, c'est pas de sortie, même pour faire ses courses !

Publié le 14 janvier 2021 à 22:07:23 / 18 commentaires / 825 vues

A partir de jeudi, les Libanais devront rester chez eux 24 heures sur 24, pour un confinement total d'au moins onze jours. 🇱🇧 À partir de jeudi, les... Lire la

Au Maroc, 80% des restaurants sont menacés de faillite...

Publié le 14 janvier 2021 à 21:49:48 / 0 commentaire / 370 vues

La crise sanitaire liée au coronavirus frappe durement les restaurateurs marocains. 80 % des restaurants risquent, aujourd'hui, la faillite. Au Maroc, 80% des restaurants... Lire la suite





Couvre-feu à 18H: Une nouvelle BAFTE pour les commerçants !

Publié le 14 janvier 2021 à 20:33:14 / 0 commentaire / 363 vues

La possibilité (Couvre-feu officiellement annoncé depuis ce reportage et mis en place dès samedi) d'un couvre-feu national à 18 heures est envisagé par le...

Lire la suite



Alexis Poulin – Crise sanitaire : « On a l'impression d'être enfermé dans Un jour sans fin ! »

Publié le 14 janvier 2021 à 20:53:42 / 0 commentaire / 250 vues

Le ministre des Solidarités et de la Santé Olivier Véran a été auditionné ce 12 janvier par les parlementaires sur la vaccination. Troisième vague, variant anglais,... Lire la suite

NOUS ASSISTERONS À « UNE CATASTROPHE FINALE ET TOTALE DU SYSTÈME MONÉTAIRE » DANS LES PROCHAINES ANNÉES

Source: or.fr Le 15 Jan 2021



Comme disait von Mises en 1949 :

« Il n'y a aucun moyen d'éviter l'effondrement final d'un boom provoqué par une expansion du crédit. L'alternative est de savoir si la crise doit arriver plus tôt, par l'abandon volontaire d'une expansion supplémentaire du crédit, ou plus tardivement, comme une catastrophe finale et totale du système monétaire affecté. »

Nous assisterons à « une catastrophe finale et totale du système monétaire » dans les prochaines années. Personne ne doit croire que c'est différent aujourd'hui et que les banques centrales pourront l'éviter. Au contraire, ce sont les banques centrales qui ont créé cette situation et garantiront que cela se produira. C'est déjà arrivé dans l'histoire. Toute « papier-monnaie finit toujours par retourner à sa valeur intrinsèque de ZÉRO » comme le disait Voltaire en 1729.

Par exemple, en 180 à 280 après J.-C., la teneur en argent du Denarius est passée de presque 100% à 0%. C'est ainsi que les Romains imprimaient l'argent. C'est donc une grave erreur de croire que cela ne se produira pas cette fois-ci suite à la plus forte expansion mondiale du crédit de l'histoire.

Toutes les devises deviendront pratiquement sans valeur, comme au Venezuela aujourd'hui. L'or brillera comme il l'a toujours fait, en maintenant son pouvoir d'achat. En raison de la gravité de la crise à venir, l'or et les autres métaux précieux feront beaucoup mieux que le simple maintien du pouvoir d'achat. Le Venezuela, un pays riche en pétrole et autrefois prospère, s'est effondré économiquement, politiquement et moralement sous le régime socialiste.. Environ 80% de la population ne mange pas à sa faim et la criminalité et les maladies sont endémiques.

Tout cela explique comment les banques centrales occidentales garantiront le prix de l'or dans les années à venir. Et l'Est, qui a compris depuis longtemps les conséquences des politiques occidentales stupides, continue d'acheter des quantités d'or pratiquement égales à la production minière annuelle. Comme le montre le graphique ci-dessous, la Chine a acheté 17 000 tonnes d'or depuis 2008. Les achats de la Chine se sont accélérés depuis 2013. Au cours des six années écoulées entre 2013 et 2018, la Chine a acheté 13 000 tonnes d'or, ce qui correspond pratiquement à la production minière mondiale, à l'exclusion de la production chinoise.

▲ RETOUR ▲

« SALARIÉS AVEC UN COLLIER-ALARME POUR FORCER LE RESPECT DE LA DISTANCIATION SOCIALE »

par [Charles Sannat](#) | 15 Jan 2021



Mes chères impertinentes, chers impertinents,

Nous vivons des heures très sombres, parce que la raison s'éloigne de plus en plus de ceux qui prennent des décisions qu'ils imposent aux autres au mépris aussi bien de la liberté individuelle, de la démocratie ou tout simplement du bon sens comme de la science !

Les mamamouchis d'en haut se préparent à nous imposer un 3ème confinement progressif et d'après les dernières rumeurs le confinement à 18 heures sera généralisé à tout le territoire ce qui est une ineptie, puisqu'il ne sert à rien de confiner des endroits où le virus circule pas ou peu, et puis surtout, ces histoires de couvre-feu, ne reposent sur aucune étude scientifique permettant d'en mesurer l'efficacité. C'est assez normal, car il faut toujours du temps pour étudier, mesurer et quantifier.

Nous subissons depuis maintenant un an, la politique erratique de dirigeants qui ne dirigent rien.

Je ne vous refais pas l'historique, mais pour mémoire nous avons eu droit à tout ! Le virus ne viendra jamais nous. Nous sommes les mieux préparés. Il ne faut pas porter les masques. Il n'y aura pas de confinement. Il faut

porter le masque. Fermons les écoles. Ouvrons les écoles. Fermons les restaurants. Laissons les cantines scolaires ouvertes. Et si nous fermions les cantines ? J'en passe et des meilleures. C'est insupportable d'amateurisme et de manque de sens de l'Etat.

Pendant ce temps, notre économie s'effondre.

Nos artisans, commerçants, restaurateurs, entreprises de dizaines de secteurs sombrent collectivement.

Le métro parisien c'est possible de même que les bus bondés marseillais... mais un cinéma un siège sur deux, c'est impossible. Bref, tout ceci est du délire, alors même que le virus tend à muter, que la vaccination est très lente et sans certitude, sans oublier les effets secondaires éventuels mal mesurés aujourd'hui pour une maladie qui tue à 93 % les plus de 65 ans vers qui nous devrions orienter une politique de protection ciblée (masques FFP2, tests, vaccination etc) et aussi les politiques de confinement puisque c'est nos seniors qui semblent saturer les services hospitaliers, encore faut-il poser les chiffres, peser les données, et en discuter collectivement pour voir comment protéger le plus grand nombre aussi bien en termes sanitaires, que sociaux et bien évidemment également économiques.

Quant à cette histoire de vaccin que l'on veut pousser tout le monde à faire, elle génère de la crétinerie et de la stupidité à un niveau jamais vu. Nous avons créé une machine à produire de la bêtise de manière industrielle... Mais parfois cela se voit !



Pour résumer, ceux qui sont vaccinés ne craignent rien des non-vaccinés. Ce sont les non-vaccinés qui peuvent risquer de se faire infecter y compris par les « vaccinés » puisque l'on ne sait pas encore si le vaccin empêche transmission et contagion...

Dit autrement, « on » réussit à faire croire aux vaccinés qu'ils ont peur des non-vaccinés... remarquable. C'est « orwellien » à souhait.

D'autres mamamouchis d'entreprises traitent les salariés comme des chiens !

« Chez les employés français d'Essity, la proposition de la direction d'équiper le personnel de boîtiers bipant en cas de non-respect de la distanciation sociale ne passe pas du tout ! »

Essity, est un groupe suédois de fabrication de produits d'hygiène (Papier toilette Lotus, couches, protections hygiéniques Nana...) [Source ici](#).

« Et pour cause, comme le rapportent plusieurs journaux locaux de régions où l'entreprise est implantée, Essity veut proposer à ses employés de porter un boîtier (à la taille ou au bout d'un cordon porté au cou, d'où l'idée de collier pour chien sur laquelle ironise la CFDT) qui émet un son dès lors que la distanciation sociale entre deux salariés n'est plus respectée ».

D'après les rumeurs le son émis serait tout de même de 85 décibels ce qui est énorme.

Nous rentrons là dans le délire le plus absolu. C'est évidemment de la dictature sanitaire, du totalitarisme pandémique, appelez cela comme vous le voulez, mais c'est bien évidemment inadmissible.

Les gens ne sont pas des animaux, l'autre n'est pas un danger à fuir à tout prix, nous avons besoin de contacts sociaux, d'échanges, d'interactions, nous avons aussi besoin de nous toucher, de nous aimer, de nous disputer, de nous détester, ou de nous rapprocher, nous avons besoin de rire, de chanter et de danser.

La vie doit être protégée.

La vie est fragile.

Chaque vie compte. Mais une vie sans vie ce n'est pas la vie, ce n'est plus la vie.

La vie porte en elle une part de danger permanent, une fragilité inhérente, une finitude qui en fait sa force, sa rareté, sa préciosité.

Vivre est dangereux.

Vivre implique de mourir un jour.

Vivre sans vie c'est déjà mourir.

Nous sommes dirigés par des imbéciles, des menteurs, des manipulateurs, et des mauvais.

La restriction des libertés atteint un point qui ne doit plus laisser aucun citoyen indifférent. Cette histoire de collier pour respecter la distanciation sociale doit faire sonner un signal d'alarme chez chacun de nous.

Restez à l'écoute.

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu. Préparez-vous !

Le chômage partiel toujours pris en charge à 100 %

Pour le moment le « quoi qu'il en coûte » reste de rigueur en ce qui concerne l'activité partielle qui continuera à être prise en charge à 100 % « tant que la crise durera », assure Elisabeth Borne.

Interrogée au micro d'Europe 1, Elisabeth Borne a déclaré que « *c'est très clair, je veux vraiment que les entreprises soient rassurées, en particulier celles qui sont fermées, qui ont des contraintes liées à la situation sanitaire; pour toutes les entreprises fermées totalement ou partiellement on prendra en charge à 100 % l'activité partielle tant que la crise durera* ».

Soit.

Nous allons en reparler dans les prochaines semaines, car entre les effets d'annonces et la réalité sur le terrain, il y a de grands écarts, très grands écarts et plus la situation sanitaire nécessite des fermetures durables, plus les finances de notre pays vont devenir exsangues.

Il va arriver un moment où nous finirons par devoir rouvrir tout, car l'État ne pourra plus financer le coût des restrictions sanitaires.

Charles SANNAT

[**▲ RETOUR ▲**](#)



15 janvier 2021

LA DEMANDE DE CASH EST BOOMING

La quantité de monnaie en circulation a grimpé en flèche l'année dernière aux Etats Unis à un rythme jamais vu depuis la Seconde Guerre mondiale, ce qui a toujours été un bon signe pour l'économie.

Au milieu d'un afflux massif de liquidités, la monnaie totale en circulation a grimpé à 2,07 trillions de dollars d'ici la fin de l'année, selon les données de la Réserve fédérale.

Cela représentait un gain de 11,6% par rapport à un an plus tôt et représentait la plus forte augmentation en pourcentage sur un an depuis 1945, alors que le pays sortait de la guerre et que le complexe militaro-industriel prenait racine.

LA BOITE DE PANDORE EST OUVERTE, ENVOLÉE DES PRIX ALIMENTAIRES

Bruno Bertez 15 janvier 2021

Les zozos qui se sont auto chargés de la conduite des affaires ont peur, ils ont ouvert la boite de Pandore ou laissé le génie sortir de la bouteille.

Voilà pourquoi comme je le serine depuis plus d'une semaine ils marmonnent le mot magique TAPER, TAPER!

De toutes façons je vous l'ai expliqué, à long terme notre avenir c'est le contrôle des prix et de revenus. Précisément comme dans les périodes de guerre.

Notre système de prix devient, de proche en proche, de plus en plus soviétique et le système périra de la même mort.

La spéculation commencée :



Nous allons nous enfoncer dans le mensonge et les contrôles.

Il n'y a pas d'autre issue. Quelle régression!



▲ RETOUR ▲

De la Protestation et de la nécessité pour les pauvres de bafouer les normes politiques. Elles sont faites pour les neutraliser

Bruno Bertez 15 janvier 2021

Les classes supérieures détiennent le pouvoir.

Elles n'ont bien sûr pas envie de le perdre.

La démocratie a été remodelée et le champ électoral redéfini de telle façon que le peuple, rejeté aux extrêmes ne puisse plus jamais accéder au pouvoir. Bien sûr il ne faut pas qu'il le sache, il faut qu'il ait encore l'illusion d'une possible alternance.

Le populisme est une invention des ingénieurs sociaux afin de donner aux ultras riches dominants la possibilité de mettre hors-jeu politique 30 à 40% de la population. Le concept de populisme est un paravent, un voile pour empêcher de penser la réalité politique de notre époque post moderne.

L'étiquette « populiste » est l'antichambre de la nazification laquelle permet non seulement de mettre hors jeu, mais dans un second temps de contrôler et dans un troisième de réprimer. L'étiquette populiste appliquée à un groupe ou une classe sociale est le préalable, la menace qui pèse sur lui d'être décrété fasciste.

Le peuple doit être réduit à l'état de « canaille », tous les moyens sont bons et la partie du peuple qui n'est pas réduite à l'état de canaille, c'est la partie centriste, celle qui a cessé d'être un peuple pour n'être plus qu'un marché, dont les bobos sont le prototype.

Le trait de génie des ingénieurs sociaux à été de segmenter le champ populiste, d'inventer et de favoriser ensuite le clivage entre populisme de gauche et populisme de droite. Les partisans de Trump et les antifas! Les gilets jaunes et les blackblocs! Le RN et LFI ! Tous les autres clivages sont d'ailleurs possibles, le champ est divisible à volonté.

L'invention de l'étiquette populiste et ensuite son usage ont permis aux classes dominantes de rejeter l'expérience et le vécu immédiats des gens ordinaires . En même temps ces dominants s'arrogent le monopole du savoir et de la détention de la vérité.

Pendant ce temps la machine sociale tourne à plein par le biais de la Communication, par le biais de l'école, par le biais des modèles sociaux, par le biais de la culture et de la consommation pour produire le nouveau peuple dont le système a besoin pour se reproduire en toute sécurité.

En attendant l'Homme Nouveau , on verrouille.

A propos du Pouvoir , de la Protestation et de la nécessité pour les pauvres et les dominés de bafouer les normes politiques qui sont faites pour les neutraliser.

En s'appuyant sur le bon sens et l'expérience historique, on peut se faire une idée simple mais convaincante des racines du pouvoir dans toute société.

Pour le dire crûment mais sans détour, les personnes qui contrôlent les moyens de coercition physique et celles qui contrôlent les moyens de production de richesses ont du pouvoir sur les autres.

Cela est vrai lorsque les moyens de coercition reposent sur la force primitive d'une caste de guerriers, mais aussi lorsqu'ils reposent sur la puissance technologique d'une armée moderne. Et cela est vrai lorsque le contrôle de la production est exercé par des prêtres assujettissant l'agriculture aux mystères d'un calendrier, tout autant que lorsque ce contrôle est exercé par des financiers sur les masses de capitaux dont dépend l'industrie.

Puisque l'on peut recourir à la coercition afin de s'arroger le contrôle des moyens de production de richesses, et utiliser le contrôle des richesses pour renforcer ses moyens de coercition, ces deux sources de pouvoir tendent, au fil du temps, à se retrouver entre les mains d'une même classe dirigeante.

En s'appuyant sur le bon sens et l'expérience historique, on établit aussi que ces sources de pouvoir sont protégées et étendues par l'usage de ce pouvoir en vue de contrôler non seulement les faits et gestes des individus, mais aussi leurs opinions.

Ce que certains appellent « superstructure » et d'autres « culture » recouvre un système complexe de croyances et de comportements rituels, qui définit et explique pour chacun ce qui est bon et ce qui est mauvais, ce qui est possible et ce qui est impossible, ainsi que les impératifs comportementaux qui en découlent.

Étant donné que cette superstructure de croyances et de rituels s'est développée dans un contexte de pouvoir inégalitaire, il est inévitable que les croyances et les rituels accentuent l'inégalité, en associant les puissants au divin et les opposants au mal.

C'est pourquoi les luttes de classes qui, sinon, seraient inéluctables dans des sociétés très inégalitaires, ne semblent d'ordinaire ni possibles ni souhaitables à ceux qui vivent au sein de la structure de croyances et de rituels édifiée par ces sociétés.

En général, les gens qui n'ont pour seule option, dans le cadre d'une lutte, que de bafouer les croyances et les rituels imposés par leurs dirigeants, ne le font pas.

6 Ces constats fondés sur le bon sens et l'expérience historique, et qui s'appliquent à de nombreuses sociétés passées, valent tout autant pour les sociétés capitalistes modernes, notamment les États-Unis. Le pouvoir prend sa source dans le contrôle des moyens de coercition et dans celui des moyens de production. **Or, dans les sociétés capitalistes, cette réalité n'est pas légitimée par la divinisation des puissants, mais par la dissimulation de leur existence.**

Ainsi, dans le système électoral représentatif, c'est en principe sur le droit de vote que reposent l'accaparement et l'usage du pouvoir, et non sur la force ou la richesse. La richesse est certes répartie de manière inégale, mais le droit de vote s'applique globalement d'une manière presque égale ; en exerçant son droit de vote, la population est censée choisir ses gouvernants, et par là même décider de ce que ces derniers sont censés faire pour rester au pouvoir.

7 Puisqu'ils évoluent eux-mêmes dans le cadre des rituels et des croyances de leur société, les observateurs du pouvoir contribuent à cette dissimulation en soutenant que le dispositif électoral contrebalance d'autres sources de pouvoir.

Même les plus fins politologues américains sont partis de l'hypothèse qu'il existe en réalité deux systèmes de pouvoir, l'un fondé sur la richesse et l'autre sur le vote, et ils se sont appliqués à démêler les influences respectives de ces deux systèmes.

Cette question a été jugée complexe et épineuse, imposant de mener des recherches approfondies dans divers contextes politiques, selon des méthodes soumises aux restrictions empiriques les plus draconiennes (ce que résume la célèbre remarque de Polsby [\[2\]\[2\]Nelson W. Polsby \(1934-2007\) est un professeur de science...](#) : « On ne peut rien affirmer de définitif à propos du pouvoir dans quelque communauté que ce soit »).

De ces recherches, il est ressorti que le processus électoral représentatif était à l'origine d'un partage substantiel du pouvoir dans un monde loin d'être parfait. D'où il s'ensuivait que ceux qui luttèrent contre leurs gouvernants en bafouant les procédures de l'État démocratique libéral étaient soit de dangereux agitateurs, soit simplement des idiots.

8 Dans les années 1960, la tradition pluraliste [\[3\]\[3\]Les théories pluralistes considèrent la démocratie comme un...](#) dominante a été disqualifiée, au moins pour ceux, à gauche, que les vagues de contestation déclenchées par les minorités ou par les étudiants incitaient à battre en brèche cette vision des choses.

Les critiques qui se sont alors élevées faisaient valoir qu'il n'y avait pas deux systèmes de pouvoir, mais que le pouvoir fondé sur la richesse et la force écliprait celui des urnes.

Les pluralistes étaient accusés d'avoir commis deux erreurs.

La première avait été de ne pas reconnaître les multiples façons dont la richesse et ses attributs ont vidé de sa substance le processus électoral représentatif, en parvenant à empêcher de nombreuses personnes d'y participer et en dupant les autres, prises au piège de « choix » électoraux définis à l'avance.

Et la seconde avait été d'ignorer le parti pris constant en faveur des intérêts des élites qui caractérise des structures de gouvernement pourtant censées être neutres, et ce, quel que soit le mandat qui leur a été confié par les électeurs.

9 Nous n'avons pas ici l'intention de résumer ces critiques, qui étaient loin d'être simples ou uniformes.

Nous souhaitons seulement souligner que la remise en cause sous-jacente reposait en grande partie sur l'idée que, contrairement à ce que les pluralistes avaient laissé entendre avec leurs restrictions empiriques draconiennes, les modes de participation ou de non-participation au processus électoral ne reflètent pas un choix politique opéré librement par des hommes et des femmes libres. Bien plutôt, les modes de participation et le degré d'influence qui en découle sont toujours déterminés par la position qu'occupent les individus concernés dans la structure de classes.

C'était là une observation majeure, et il ne fallut pas longtemps pour en déduire que, tant que les groupes sociaux appartenant aux classes populaires se conforment aux normes qui régissent le système électoral représentatif, leur influence reste modeste.

Il est alors devenu clair, au moins pour certains d'entre nous, que la tactique de protestation qui consiste à bafouer les normes politiques n'est pas simplement le fait d'agitateurs ou d'idiots. Pour les pauvres, c'est la seule option.

10 Mais, arrivés à ce stade, nous ne sommes pas allés plus loin. Dans les rares études qui ont été menées sur la nature de la protestation elle-même, les analyses éclairantes que contenaient les critiques du processus électoral représentatif ont été totalement ignorées. D'un point de vue intellectuel, cette omission est surprenante ; d'un point de vue politique, elle s'explique aisément par les forts préjugés charriés par nos traditions. En bref, le propos central de ce texte est de montrer que la protestation n'est pas, *elle non plus*, une affaire de libre choix ; tout groupe, à toute époque, n'est pas en mesure de protester librement, et la plupart du temps les groupes appartenant aux classes populaires ne sont pas en mesure de protester du tout. *Les circonstances où la protestation est une option possible pour les pauvres, les formes qu'elle doit prendre et les effets qu'elle peut avoir sont circonscrits par la structure sociale de plusieurs façons qui, en général, réduisent et son ampleur, et son poids.* Avant de passer à l'explicitation des divers aspects de cette proposition, il nous faut préciser ce que nous entendons par « mouvement de protestation », car les définitions courantes ont induit les chercheurs comme les militants à ignorer ou à minimiser de nombreuses protestations pourtant bien réelles.

11 Pour qu'émerge un mouvement de protestation, il faut un changement sur le plan des consciences et des comportements.

L'évolution des consciences présente au moins trois aspects distincts.

D'abord, « le système » – ou les aspects du système que les gens perçoivent et dont ils font l'expérience – perd de sa légitimité. Un grand nombre d'individus, qui d'ordinaire se plient à l'autorité de leurs gouvernants et reconnaissent la légitimité du cadre institutionnel, en viennent à penser que ces gouvernants et ce cadre sont injustes et mauvais [\[4\]\[4\]À ce propos, Max Weber écrit : « Les conditions culturelles en... »](#).

Ensuite, des personnes qui d'ordinaire sont fatalistes, et pour qui le cadre existant est le seul envisageable, commencent à revendiquer des « droits », et par voie de conséquence exigent un changement.

Enfin, les gens acquièrent une conscience nouvelle de leur capacité d'agir ; alors que d'ordinaire ils se considèrent impuissants, ils se mettent à croire qu'ils ont un certain pouvoir de modifier leur sort.

- **Les mouvements populaires. Pourquoi ils réussissent, comment ils échouent**
- [Richard Andrew Cloward](#), [Frances Fox Piven](#), Traduit de l'anglais par [Damien Guillaume](#), [Marie-Blanche Audollent](#)
- Dans [Agone 2015/1 \(n° 56\)](#), pages 13 à 64
- <https://www.cairn.info/revue-agone-2015-1-page-13.htm>

<https://www.cairn.info/revue-agone-2015-1-page-13.htm>

LES CONSÉQUENCES INVOLONTAIRES DU COUVRE-FEU

Par Marius-Joseph Marchetti. 15 janvier 2021 Contrepoints.org



Toute action a des conséquences, attendues et inattendues, qui peuvent nous emmener sur un chemin inverse de celui souhaité. Une analyse datant du mois d'octobre 2020, toujours d'actualité.

J'écris aujourd'hui ce billet, non point pour me plaindre ou défendre [le couvre-feu](#), étendu depuis vendredi soir minuit à de nouveaux départements, dont celui où je vis.

Je souhaiterais simplement rappeler un fait très simple, d'un point de vue [neutre en valeur](#), que toute action et surtout toute politique, a des conséquences inattendues (*unintended consequences*), qui pourraient aussi bien et mieux être traduit par *conséquences involontaires*.

Toute personne ayant un peu étudié l'économie en sait quelque chose. Que le couvre-feu soit mis en place avec les meilleures intentions du monde, ou pas, n'y change guère grand-chose.

Tout d'abord, est-ce que cela est étonnant ? Les règles édictées le sont car il existe une certaine croyance¹ sur les résultats que celles-ci peuvent engendrer². De la même manière que chaque individu prend des décisions sous un voile d'ignorance, les hommes politiques et [les bureaucrates](#) souffrent des mêmes défauts, tant sur les règles à adopter que sur les schémas de résultats qui en découlent.

Les bars ne sont peut-être pas les plus gros clusters, mais à cause de l'alcool, l'attention se relâche

C'est très probablement l'un des arguments le plus souvent entendu pour justifier la fermeture des bars. *A priori*, il pourrait presque logiquement se tenir. Pour atteindre un objectif A (limiter la contagion), je mets en place une action (une politique visant à fermer les bars pour 6 semaines). Tout logiquement, on pourrait s'attendre à ce que celle-ci ait des effets positifs et que, *ceteris paribus*, rien ne change sur le reste des activités. Est-ce le cas ?

D'un point de vue économique, la prohibition d'une activité entraîne toujours son lot de conséquences indésirables. Si l'activité prohibée ne l'est pas entièrement (ici seuls les bars connaissent une fermeture totale), mais seulement sectoriellement, la demande des consommateurs va s'orienter vers les autres secteurs où ladite demande peut être satisfaite.

« Nous devrions alors évaluer le fonctionnement d'une règle, de n'importe quelle règle, non pas en fonction de ses résultats dans une situation de choix particulière, mais plutôt en fonction de ses résultats

Si le petit bar de quartier est fermé, il y a de grandes chances que vous trouviez ses habitués traînant dans tous les autres lieux disponibles, comme les terrasses de boulangerie ou celles des restaurants, ou d'autres lieux encore, en faisant appel à leur ingéniosité.

Et cette demande trouvera une réponse, car les entrepreneurs discerneront des poches de profits à exploiter artificiellement créées par la réglementation. Il devient d'un coup plus rentable pour eux d'élargir s'ils le peuvent leurs activités pour accueillir davantage de monde, puisque tout un ensemble d'activités se retrouve en sommeil.

La demande des consommateurs, la somme des besoins individuels répartis sur des échelles de préférence, ne disparaît pas par décret. La nature a horreur du vide.

Il est donc possible que l'une des premières conséquences inattendues du couvre-feu soit qu'un nombre quasi-similaire d'individus, sur une quantité restreinte de lieux et une plage horaire moins étalée, se retrouvent là où la demande s'est déversée du fait d'une prohibition partielle.

Certes, je ne suis pas épidémiologiste, mais cela ne risque-t-il donc pas d'avoir l'effet inverse de celui souhaité, et d'engendrer [un effet cobra](#) ?

Laissez-moi vous décrire rapidement l'origine de cette expression :

L'Inde coloniale était infestée par les cobras, et les autorités locales décidèrent d'attribuer une prime pour chaque reptile tué. Au début, le nombre de serpents diminua effectivement.

Cependant, au fur à mesure qu'il allait en diminuant, on s'aperçut que certains élevaient des cobras pour obtenir ladite prime. Les autorités payaient donc le même niveau de primes malgré l'absence de reptiles. La prime a donc été annulée. Autre conséquence inattendue : les éleveurs de cobras devenus inutiles les relâchèrent dans les rues, et Delhi en compta davantage qu'avant l'instauration de la prime.

Le couvre-feu comme redistribution des droits

Il est un effet qui a été brièvement mentionné au-dessus : c'est celui de la perception et captation des profits par les entrepreneurs, hors bars. Dans [le cas du couvre-feu](#), celle-ci pourrait s'apparenter à une forme de privilège de monopole, résultant de l'intervention triangulaire de l'État :

Au lieu de rendre l'interdiction des produits absolue, le gouvernement peut interdire la production et la vente sauf par une ou plusieurs entreprises déterminées. Ces entreprises sont alors spécialement privilégiées par le gouvernement pour s'engager dans une ligne de production, et ce type d'interdiction est donc un octroi de privilège spécial. Si la subvention est accordée à une seule personne ou entreprise, il s'agit d'une subvention de monopole ; si elle est accordée à plusieurs personnes ou entreprises, il s'agit d'une subvention de quasi-monopole ou d'oligopole. Ces deux types de subventions peuvent être qualifiés de monopolistiques. Il est évident que la subvention bénéficie au monopoleur ou au quasi-monopoleur parce que la violence empêche ses concurrents d'entrer sur le terrain ; il est également évident que les concurrents potentiels sont blessés et sont obligés d'accepter une rémunération inférieure dans des domaines moins efficaces et moins productifs. Les consommateurs sont également lésés, car ils sont empêchés d'acheter leurs produits à des concurrents qu'ils préféreraient librement. Et

Effectivement, dans le cas de l'édification du couvre-feu, il est difficile de discerner où l'intérêt de groupe aurait pu se manifester pour engendrer une telle réglementation, quoique l'histoire nous fournisse quelques exemples cocasses.

Cependant, dans les faits, les conséquences économiques restent similaires. La structure de production est modifiée temporairement peut-être, voire intemporellement, en faveur de toutes les entreprises pouvant absorber la demande déviée.

La deuxième conséquence inattendue du couvre-feu, quoique moins inattendue tout de même, est une redistribution des droits des individus.

En plus d'une redistribution de ces droits, le couvre-feu lèse la *préférence démontrée* des consommateurs, qui se retrouvent servis par des entrepreneurs qui ne sont pas leur premier choix. Sans parler de celle des autres entrepreneurs, dépossédés purement et simplement de leur droit.

Conclusion

Je pourrais encore citer un certain nombre de conséquences inattendues, mais ce ne serait pas un exercice amusant. Ce que je souhaitais rappeler avant tout aux lecteurs et potentiels néophytes, c'est que toute action a des conséquences, attendues et inattendues, qui peuvent nous emmener sur un chemin inverse de celui souhaité.

Vous pouvez critiquer les hommes de ne pas se comporter comme ils le devraient, d'être des égoïstes. Du point de vue de [la praxéologie](#), qu'ils soient égoïstes ou altruistes ne changent pas grand-chose : pour toute fin que possède un Homme, il se servira des moyens laissés à sa disposition pour l'atteindre. Et pour toute mauvaise incitation que vous lui fournissez, il sera contraint d'y répondre.

Malheureusement, ces conséquences inattendues engendrent elles-mêmes des conséquences inattendues. Il ne faut pas douter du fait que face à celles-ci le processus interventionniste aura tendance à se renforcer pour régler ces nouveaux problèmes.

Par exemple, dans le cas du [contrôle des loyers](#), et la pénurie de logements engendrée les multiples fois où il a été implémenté, les pouvoirs avaient tendance à accroître la réglementation et les impôts sur les logements vacants, engendrant ainsi d'autres problèmes. Dans le cas du couvre-feu et ces potentielles conséquences inattendues, devons-nous [nous attendre](#) à un confinement général ou plus localisé ? Seul l'avenir nous le dira.

Un article publié initialement en octobre 2020.

1. James M. Buchanan, *The Economics and The Ethics of A Constitutional Order*, page 46 Page 52-53 : « *How a person chooses among potential alternatives is not only a matter of what he wants but also of what he believes, and for some kinds of choices an actor's beliefs or theories may play a most crucial role.* » Comment une personne choisit parmi les alternatives potentielles ne dépend pas seulement de ce qu'elle veut mais aussi de ce qu'elle croit, et pour certains types de choix, les croyances ou théories d'un acteur peuvent jouer un rôle très important.
2. Ibid, page 54 : « *Rules are typically not objects valued in themselves. Rules are valued because of the pattern of outcomes that they are expected to produce.* » Les règles ne sont généralement pas des objets ayant une valeur en soi. Les règles sont valorisées en raison du modèle de résultats qu'elles sont censées produire.

CYGNE NOIR? TRUQUAGE COMPTABLE, PLUTÔT

rédigé par [Bruno Bertez](#) 15 janvier 2021

Qu'est-ce qu'une crise ? Et comment, par des manipulations comptables, peut-on masquer leurs effets... du moins pendant un certain temps ?



Les crises sont des effets de stocks, des effets d'accumulation, des effets de rupture. Tout cela est parfaitement illustré par le sens commun, qui utilise des images comme la goutte d'eau qui fait déborder le vase, ou encore le fétu de paille qui brise le dos du chameau.

Je me bats depuis des années pour faire comprendre ce phénomène – à savoir : les effets de flux masquent pendant un certain temps les effets de stocks mais, *in fine*, ce sont toujours les effets de stocks qui gagnent.

Comme dans les avalanches si vous voulez.

Les idiots appellent cela les [cygnes noirs](#). Non ! Les effets de stocks sont prévisibles dans leur révolusion ; simplement, ils ne sont pas prévisibles en termes de calendrier car il faut des phénomènes déclencheurs, des *causa proxima*.

Crise de stock

La crise de 2008 était déjà une crise de stock, une crise de stock excessif de dettes, de *leverage* et de refinancement court. Bref, c'était une crise de bilan, de désajustement entre les actifs et les passifs. Trop de passifs face à trop peu d'actifs en face.

On a masqué la crise de bilan en inflatant les gages, c'est-à-dire en gonflant la valeur des actifs financiers et patrimoniaux ; en quelque sorte on a réévalué les bilans !

On a réévalué les bilans plutôt frauduleusement, afin de donner une apparence de solvabilité.

On a, si vous voulez, gonflé la valeur des gages en représentation des dettes. Cela a dissimulé l'insuffisance des *cash-flows* nécessaires pour honorer les dettes ; en même temps, cela a permis de rouler les dettes et de [les accumuler encore plus](#).

La baisse continue des taux a permis de réévaluer les actifs financiers, par exemple, en continu, puisque les actifs anciens qui rapportent plus sont recherchés chaque fois que l'on baisse la rémunération des actifs nouveaux.

Un actif qui rapporte 4% se revalorise immédiatement quand la rémunération moyenne sur le marché devient 2% et a fortiori 0%, tout le monde comprend cela.

On a produit systématiquement des faux bilans, non sincères en termes orthodoxes, c'est-à-dire en regard des *cash-flows* qui sont normalement nécessaires pour les valider. Car n'oubliez jamais : les dettes s'honorent par des *cash-flows*.

Sinon, pour les honorer, il faut vendre des actifs... mais si le système doit vendre ses actifs, alors tous les prix fictifs s'écroulent et le pot aux roses se révèle.

Retrouvez un extrait d'interview de Carmen Reinhart, économiste en chef de la Banque mondiale, qui développe ces questions, [en cliquant ici](#).

▲ RETOUR ▲

VOICI L'ÉPINGLE

Brian Maher 13 janvier 2021



Les technologies de l'information sont à la dérive. Son contour commence à prendre forme...

Oui, nous pouvons le voir maintenant, pointu et brillant - une épingle - sur une trajectoire de collision avec une bulle...

La bulle boursière.

Qu'est-ce qui propulse cette menace ponctuelle ? Quand pourrait-elle avoir un impact ? Des réponses à suivre.

Voyons d'abord l'expansion de la bulle sur laquelle elle porte...

Le jour comptait plus et moins - plus pour le S&P et le Nasdaq - moins pour le Dow Jones.

Le S&P a gagné huit points. Le Dow Jones a perdu huit points, balayant le gain du S&P. Mais le Nasdaq a fait basculer le tableau avec une hausse de 56 points.

Et donc, il y a un peu plus de joie dans le ciel aujourd'hui.

L'or, pendant ce temps, a gratté un gain de 3 \$ et de la monnaie.

Voilà pour aujourd'hui. Entraînons maintenant notre vision sur l'épingle qui s'approche...

Euphoria

L'indice "Panic/Euphoria" de Citi a atteint un niveau record. En d'autres termes, l'euphorie du marché a atteint un niveau record.

Les investisseurs sont ébahis et délirants, étourdis par les billions de liquidités de la Réserve fédérale.

Les arbres peuvent en effet gratter le ciel, poussant sous l'influence nourricière des tuyaux de Jerome Powell.

Dow 30 000 ? Pourquoi pas. Passons au Dow 40 000. Sur le Dow 50,000.

En pourcentage des actifs, les participations des investisseurs atteignent des sommets records.

En attendant, nos sous-fifres nous informent que ces investisseurs achètent des options d'achat à des taux records - c'est-à-dire qu'ils parient sur des cours boursiers plus élevés à l'avenir.

Ne faites pas attention aux valorisations stratosphériques d'aujourd'hui, disent-ils. Il est vrai que les valorisations se rapprochent de celles de la fin des années 1990 - peu avant qu'une autre épingle ne trouve sa place.

Le ratio cours/bénéfices (P/E) du S&P est actuellement d'environ 30... presque le double de sa moyenne historique.

Autrement dit, l'histoire montre que les actions sont extravagantes.

Mais cette fois-ci, c'est différent... crient les bêtises, délirants et étourdis...

Les taux d'intérêt au ras du sol justifient les évaluations stratosphériques actuelles... et les prix des actions qui flambent aujourd'hui.

Goldman - par exemple - affirme que les actions ne sont pas plus chères qu'il y a 15 ans. Autrement dit, les actions ne sont pas plus chères qu'en 2006. La bulle est un mirage, conclut-elle.

C'est bien vrai. Mais nous rappelons à Goldman qu'une bulle était en train de se gonfler en 2006.

Nous rappelons également à Goldman que le marché n'est pas une étude de mathématiques. Il ne peut pas être saisi sous forme de lignes, de barres ou de graphiques.

Les marchés insaisissables

Comment représenter la peur sur un tableau noir ? Ou l'avidité ?

Les marchés sont une étude des psyché. Des émotions. Et des passions. Elles ne se réduisent pas à des chiffres.

Aussi bien tenter de réduire l'amour aux nombres... traduire Roméo et Juliette en un manuel de mathématiques...

Ou encore pour tracer un sonnet le long d'un axe "x" et "y"...

Ou pour exprimer la haine de Nancy Pelosi pour Donald Trump par des équations quadratiques.

C'est impossible.

Souhaitez-vous comprendre les marchés ? Regardez la tête, regardez le cœur, regardez les glandes.

Le réducteur de têtes et le gribouilleur romantique sont bien plus prometteurs que le croqueur de chiffres.

Le rétrécisseur de tête, en particulier, a un diagnostic facile à l'heure actuelle...

C'est différent cette fois-ci

M. Lance Roberts de Real Investment Advice :

Il n'est pas nécessaire de creuser trop profondément pour trouver des preuves de la "psychologie" à l'origine de la bulle boursière actuelle.

Parlez avec presque tous les investisseurs particuliers, et vous entendrez un refrain commun, de "la Fed n'aimera pas que les marchés déclinent" à des slogans de justification courants comme "la peur de manquer (F.O.M.O)" ou "il n'y a pas d'alternative (T.I.N.A.)"...

conclut Roberts :

Tout cela rappelle le sommet du marché de 1929, lorsque le Dr Irving Fisher a prononcé ses mots désormais célèbres : "Les stocks ont maintenant atteint un haut plateau permanent."

Cette "époque EST différente".

Cependant, "cette fois" n'est différente que du point de vue où les variables ne sont pas les mêmes que précédemment.

Les variables ne le sont jamais. Mais le résultat est toujours le même.

Nous devons nous mettre d'accord. Le résultat est toujours le même. Seules les variables diffèrent.

Passons maintenant à une variable qui peut "produire" l'inévitable résultat : l'éclatement de la bulle.

Autrement dit, identifions la cheville ouvrière qui s'approche...

Les présages du marché obligataire

Selon les batteurs de Wall Street, les cours des actions sont justifiés par la faiblesse des taux d'intérêt. Ils resteront justifiés tant que les taux d'intérêt resteront bas.

Mais avez-vous récemment jeté un coup d'œil sur le marché obligataire ?

Les rendements des obligations du Trésor à 10 ans sont en hausse. En dessous de 0,90 % à la mi-décembre, les rendements ont grimpé jusqu'à 1,18 % hier.

1,18 %, c'est du vent par rapport à l'histoire. Les rendements à 10 ans sont en moyenne de 4,40 % dans le temps.

Mais avec les marchés - comme avec la vie - ce n'est pas tellement où vous êtes. Il s'agit plutôt de savoir où vous allez.

Et les rendements augmentent.

C'est en grande partie parce que - au hasard - le marché obligataire a entrevu une inflation proche...

Pas l'inflation fantôme de l'assouplissement quantitatif qui n'a fait que gonfler les actions. Mais l'inflation réelle des prix à la consommation.

L'allumage d'une flamme inflationniste

La pandémie s'est traduite par des blizzards de dépenses... y compris le récent plan de "relance" de 900 milliards de dollars.

Le marché obligataire prévoit des dépenses supplémentaires maintenant que les démocrates ont saisi toutes les branches du gouvernement.

L'inflation attendue depuis longtemps pourrait finalement gargouiller.

Comme nous l'avons expliqué précédemment, les rendements augmentent parce que l'inflation ronge la valeur d'une obligation comme la termite ronge le bois.

Sous l'inflation, une obligation est un actif en sciure de bois.

Les détenteurs d'obligations exigent donc un rendement plus élevé pour compenser les ravages des termites, les ravages de l'inflation.

C'est ainsi que nous avons notre épingle : La hausse des taux d'intérêt.

Une fois de plus, on nous dit que les taux d'intérêt qui disparaissent aujourd'hui justifient les niveaux de stocks obscènement élevés.

À quoi pouvez-vous donc vous attendre lorsque les taux d'intérêt augmentent ? C'est exact. Vous pouvez vous attendre à ce que les actions chutent - du moins, vous devriez vous attendre à ce que les actions chutent (nous avons déjà crié à de fausses alertes auparavant).

Mais quel est le taux d'intérêt qui pourrait faire chuter le marché boursier ?

3 %... 2,5 %... peut-être 2 % ? Rappelez-vous, le Trésor à 10 ans rapporte actuellement 1,18 %.

Quand l'épingle frappe la bulle

Nous nous tournons vers Albert Edwards de la SocGen pour obtenir une réponse possible :

Nous avons tous compris en 2018 (et nous le savons encore aujourd'hui) à quel point ce marché haussier des actions dépend des faibles rendements obligataires... Mais à l'époque, avec un S&P qui frôlait les 3 000 et des multiples beaucoup plus modérés qu'aujourd'hui, il fallait une hausse des rendements obligataires à 10 ans supérieure à 3 % pour "casser" la tendance haussière. Maintenant que le secteur technologique américain a un PE à terme proche de 30x (contre 20x au quatrième trimestre 2018), il faudra clairement beaucoup moins pour briser le marché des actions et déclencher l'éclatement de cette bulle.

Quel est donc le chiffre de l'éclatement de la bulle ?

Je ne crois pas qu'il y ait la moindre chance que... les rendements de 10 ans aux États-Unis puissent atteindre 1,5 %. La bulle du marché des actions éclatera bien avant que nous y arrivions !

Les rendements du Trésor à 10 ans se situent dans une fourchette de 1,5%.

C'est-à-dire que le marché boursier est actuellement à portée de l'épingle à nourrice.

Quand cette épingle frappe - si elle frappe - nous ne le savons pas.

Là encore, nous avons déjà crié au loup.

Mais vous voudrez peut-être garder un œil sur les rendements du Trésor à 10 ans...

▲ RETOUR ▲

▲ RETOUR ▲

LES MESURES DE RELANCE RALENTISSENT L'ÉCONOMIE

Bill Bonner | 14 janvier 2021 | Journal de Bill Bonner



WEST RIVER, MARYLAND - Accrochez-vous à vos chapeaux...

Aujourd'hui, le président élu va nous donner une mesure de la catastrophe qui nous attend. D'après le New York Times :

Biden s'apprête à demander que l'on dépense beaucoup pour les mesures de stimulation et les vaccins

Le président élu Joseph R. Biden Jr. devrait présenter jeudi des propositions de dépenses publiques de plusieurs billions de dollars pour lutter contre la pandémie de coronavirus et ses effets sur l'économie, en mettant l'accent dans un premier temps sur l'expansion à grande échelle du programme national de vaccination et de la capacité de dépistage du virus.

Lavage de cerveau

Dans une démocratie moderne, le rôle du citoyen, après une période appropriée dans les écoles publiques, est de croire à six choses impossibles avant le petit déjeuner... et à six autres après le thé.

Tesla vaut 800 milliards de dollars. C'est sûr.

Joe Biden va rendre l'Amérique plus libre et plus prospère que jamais - Bien sûr qu'il l'est !

Et comment va-t-il s'y prendre ? Avec plus de stimulation, bien sûr.

Heureusement, votre rédacteur en chef a dormi pendant son cours d'instruction civique 101... et a manqué l'important lavage de cerveau qui est essentiel pour notre gouvernement.

Et voici Chuck Schumer avec un message familial. De Bloomberg :

Chuck Schumer, le nouveau leader de la majorité au Sénat, a fait pression sur le président élu Joe Biden pour qu'il propose de dépenser plus de 1,3 trillion de dollars pour son premier tour de l'opération Covid-19, selon une personne qui connaît bien le sujet.

Une aide ?

Attendez un peu. Mettons les choses au clair.

Les fédéraux <gouvernements> n'ont pas de "secours" à leur disposition. Ils sont ruinés... fauchés... sans le sou. Ils ne font pas de pain pour offrir aux affamés. Ils ne tissent pas de laine pour habiller les nus. Et ils ne plantent pas de clous pour loger les sans-abri.

Tout ce qu'ils peuvent faire, c'est distribuer plus de faux argent. La question de savoir quel "soulagement" cela apportera est le sujet de la balade d'aujourd'hui.

Miracle moderne

Imaginez deux types qui ont fait naufrage sur une île. L'un d'eux ramasse des baies. L'autre ramasse des noix. Ils font du commerce entre eux, en gardant une trace de la masse monétaire qui était dans leurs poches quand ils ont échoué.

Un bateau de croisière passe par là. Des touristes bien intentionnés, voyant les deux hommes en haillons, leur jettent de l'argent - assez pour doubler leur masse monétaire. (À titre de référence, la masse monétaire américaine - M1 - a augmenté de 70 % l'année dernière).

Cela a sûrement stimulé l'économie de leur île, non ? Chacun avait plus d'argent à dépenser.

Mais quelle différence cela a-t-il fait ? Aucune. L'argent supplémentaire ne les a pas aidés à trouver plus de noix ou à récolter plus de baies.

Mais tout comme les érudits ecclésiastiques médiévaux pouvaient expliquer le miracle de la transformation de l'eau en vin, les économistes modernes titulaires d'un doctorat, Joe Biden, les chroniqueurs de journaux et, bien sûr, l'abonné moyen du New York Times, peuvent expliquer la magie de la transformation de l'argent de la "presse à imprimer" en véritable richesse.

"Stimulus", disent-ils. Le mot roule sur la langue et glisse de la page. Il évoque l'image d'un homme prenant une tasse de café... regardant des photos cochonnes... ou... faisant face à un peloton d'exécution.

Il suggère qu'avec les encouragements appropriés, il pourrait modifier son comportement. Il pourrait mettre plus de ressort dans sa démarche. Il pourrait travailler plus dur. Il pourrait prendre plus de risques avec son temps et son argent ; il pourrait devenir plus productif.

Stimulation agressive

C'est la théorie... aussi pathétique soit-elle.

Et comment cela fonctionne-t-il ? Nous n'allons même pas mentionner le Zimbabwe, le Venezuela ou l'Argentine... vous connaissez déjà l'histoire.

De plus, nous savons ce que vous pensez :

Ce sont des pays "sh*thole", comme Donald Trump l'a si bien dit.

L'Amérique est différente, n'est-ce pas ?

Mais l'impossible est impossible, peu importe comment vous essayez de le faire. Et l'impression de l'argent de la presse provoque des désastres partout.

Les États-Unis ont commencé à recourir à la presse à imprimer de manière importante à la suite de la crise de 2008-2009. Depuis lors, le bilan de la Réserve fédérale - qui donne une bonne idée de la quantité d'argent frais qui a été ajoutée - est passé de moins de 900 milliards de dollars à près de 7 500 milliards de dollars.

Jamais auparavant l'Amérique n'avait "imprimé" autant ou "stimulé" son économie de manière aussi agressive.

Une croissance léthargique

Et que s'est-il passé ?

Alors que la Fed a augmenté la masse monétaire de près de 18 % par an... le PIB réel - qui mesure approximativement l'échange de biens et de services dans l'économie américaine - a à peine augmenté à un taux annuel de 1,3 %.

Comment cela se compare-t-il aux dix années précédentes ?

Voici ce qui est choquant. Au cours de ces années, de 1999 à 2008, la Fed a "stimulé" à un taux inférieur à la moitié de celui de 2009-2020... alors que l'économie (mesurée par le PIB) a progressé deux fois plus vite.

En d'autres termes, la "stimulation" a rendu l'économie américaine plus léthargique.

Depuis que les États-Unis ont intensifié leurs efforts de relance en 2008, le taux de création de richesse a été réduit de moitié.

Alors, M. Biden... Encore des mesures de relance ? Bien sûr, pourquoi pas.

▲ RETOUR ▲